

Arrêté préfectoral n°BE-2026-03-05 du 10 MARS 2026
autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roche massive calcaire
et ses installations annexes
située sur la commune de SAVIGNAC-LES- EGLISES (24420)
Lieux-dits Granges du Maine, Les Clauds Nord, Les Bujadelles, Les Combes, Les
Renardières, Le Chadalou et Montcouly
par la société CALCAIRES ET DIORITE DU PERIGORD,
activité soumise à autorisation en application de la réglementation relative aux
installations classées pour la protection de l'environnement
(N° AIOT : 0005204806)

La préfète de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code forestier et notamment les articles L. 341-1 à 7 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relative aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques n°2515, n°2516, n°2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique n°2760 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n°2516 ou n°2517 » ;

VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), n°2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), n°2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou n°2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n°1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement applicable jusqu'au 31 mai 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 mars 2012 autorisant la S.A. Calcaires et Diorite du Périgord à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et ses installations de traitement des matériaux sur la commune de Savignac les Eglises aux lieux dits Les Bujadelles, Le Chaladou, Les Clauds Nord, Les Combes, Granges du Maine et Les Renardières ;

VU l'arrêté préfectoral portant approbation du schéma régional des carrières (SRC) de Nouvelle-Aquitaine du 18 septembre 2025 ;

VU l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la demande présentée en date du 16 février 2024, par la société CALCAIRES ET DIORITE DU PERIGORD, dont le siège social est situé Les Planeaux – 24800 Thiviers (SIRET n°61198025100049), en vue d'obtenir l'autorisation environnementale de créer et d'exploiter une carrière sur la commune de Savignac-Les-Eglises 24420 - Lieux-dits Granges du Maine, Les Clauds Nord, Les Bujadelles, Les Combes, Les Renardières, Le Chadalou et Montcouly ;

VU les pièces du dossier jointes à la demande visée ci-dessus ;

VU la décision n°E25000058/33 en date du 25 avril 2025 du président du tribunal administratif de Bordeaux, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral n° BE-2025-04-05 du 19 mai 2025 portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande susvisée pour une durée de 32 jours, du mardi 10 juin 2025 au vendredi 11 juillet 2025 inclus sur la commune de Savignac-les-Eglises ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public dans les mairies concernées ;

VU les publications des 23 mai 2025, 24 mai 2025 et 13 juin 2025 de cet avis dans deux journaux locaux ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

VU l'avis de l'autorité environnementale du 2 janvier 2025 ;

VU la réponse à l'avis de l'autorité environnementale apportée par la société CALCAIRES ET DIORITE DU PERIGORD du 3 mars 2025 ;

VU le registre d'enquête, le rapport, intégrant les réponses du pétitionnaire aux observations, et la conclusion du commissaire-enquêteur du 8 août 2025 ;

VU l'avis émis par les conseils municipaux des communes de Savignac-les-Eglises, Saint-Vincent-Sur-L'Isle, Sorges-et-Ligueux-en-Périgord et de Coulaures ;

VU le rapport du 25 février 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté le 20 février 2026 à la connaissance du pétitionnaire ;

VU les observations sur le projet d'arrêté présentées par le pétitionnaire du 20 février 2026 ;

CONSIDÉRANT que la commune d'implantation est favorable au projet ;

CONSIDÉRANT qu'aucune des communes consultées sur le projet n'a émis d'avis défavorable ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation ne peut être accordée que si les mesures assurent la prévention des dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation ne peut être accordée que si les mesures assurent la prévention des dangers ou inconvénients de l'installation pour une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau mentionnée à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, en visant notamment, à assurer la protection de la ressource en eau et la protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 122-1 du code de l'environnement, le projet a fait l'objet d'une étude d'impact dont les résultats doivent être pris en considération dans la décision d'autorisation qui fixe les mesures à la charge du pétitionnaire ou du maître d'ouvrage destinées à éviter, réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine ainsi que les modalités de leur suivi ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements

publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions imposées à l'exploitant portent, sans préjudice des dispositions de l'article L. 122-1-1, sur les mesures et moyens à mettre en œuvre lors de la réalisation du projet, au cours de son exploitation, au moment de sa cessation et après celle-ci, notamment les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation prend en compte les capacités techniques et financières que le pétitionnaire entend mettre en œuvre, à même de lui permettre de conduire son projet dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et d'être en mesure de satisfaire aux obligations de l'article L. 512-6-1 lors de la cessation d'activité ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRÊTE

TITRE I - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Chapitre 1 - Bénéficiaire

Article 1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société CALCAIRES ET DIORITE DU PERIGORD, ci-après dénommée « l'exploitant », enregistrée au répertoire national des entreprises et des établissements sous le numéro SIRET 611 980 251 00049 et dont le siège social est situé les Planeaux, 940 route du poteau des landes – 24800 THIVIERS, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire comportant une installation de premier traitement ainsi que les activités désignées au chapitre 3, sur le territoire de la commune de SAVIGNAC-LES- EGLISES 24420 - lieux-dits Granges du Maine, Les Clauds Nord, Les Bujadelles, Les Combes, Les Renardières, Le Chadalou et Montcouly.

Article 1.2. Changement d'exploitant

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale préalable en application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement. La demande d'autorisation de changement d'exploitant adressée par le nouvel exploitant au préfet comprend :

- une demande signée conjointement par le cédant et le nouvel exploitant ;
- les documents établissant ses capacités techniques et financières ;
- l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières ;
- l'attestation du nouvel exploitant du droit de propriété ou d'utilisation des terrains, y compris le maintien de façon permanente des accès aux éventuelles parcelles privées enclavées.

Chapitre 2 - Portée et limites de l'autorisation

Article 2.1. Réglementation générale

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, et la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Article 2.2. Abrogation de prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 20 mars 2012 susvisé sont abrogées.

Les arrêtés préfectoraux des 16 décembre 2013 et 4 juillet 2018 susvisés sont abrogés.

Article 2.3. Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation susvisée.

Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Article 2.4. Durée de l'autorisation

En application des articles L. 181-21 et L. 181-28 du code de l'environnement, la durée de l'autorisation est fixée à 30 ans à compter de la notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

Toute demande de prolongation ou de renouvellement de l'autorisation est adressée au préfet par le bénéficiaire 6 mois au moins avant la date d'expiration de cette autorisation.

L'extraction ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application des articles R. 523-1, R. 523-4 et R. 523-17 du code du patrimoine.

Article 2.5. Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu :

- d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ;
- d'autorisation de défrichement en application des articles L. 214-13, L. 341-3, L. 372-4, L. 374-1 et L. 375-4 du code forestier.

Article 2.6. Contrôles et analyses

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix est soumis à son approbation si ce dernier n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par l'exploitant.

Elle peut demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des rejets liquides et gazeux, des émissions de poussières, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

Article 2.7. Mesures et sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions du présent arrêté, l'exploitant s'expose à la mise en œuvre des mesures et sanctions prévues aux articles L. 171-8 à L. 171-10 ainsi qu'à l'article L. 514-11 du code de l'environnement.

Article 2.8. Caducité

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R. 181-48 du code de l'environnement.

Article 2.9. Autres limites de l'autorisation

La présente autorisation n'a d'effet que dans les limites du droit de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire, sur les parcelles mentionnées à l'article 3.4.

Article 2.10. Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre d'autorisation visé à l'article 3.4 ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Article 2.11. Porter à connaissance

En application des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par le présent arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de quatre mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 du code de l'environnement inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Article 2.12. Mise à jour des études d'impact et de dangers

Dans le cas d'une modification notable, les études d'impact et de dangers sont actualisées. Ces actualisations complètent les éléments d'appréciation mentionnés à l'article ci-dessus.

Lorsque la modification notable présente des dangers ou inconvénients d'une importance particulière, le préfet peut demander une tierce expertise afin de procéder à l'analyse des éléments du dossier nécessitant des vérifications particulières. Cette tierce expertise est effectuée par un organisme extérieur choisi en accord avec l'administration par l'exploitant et aux frais de celui-ci.

Article 2.13. Cessation d'activité

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte au sens de l'article D. 556-1 A du code de l'environnement est le suivant : l'objectif est la restauration écologique et paysagère, utilisant les matériaux stériles et inertes accueillis. Des aménagements spécifiques tels que le talutage, la végétalisation, la création de zones humides temporaires et habitats pour la faune, sont prévus.

Lorsqu'il procède à la cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations six mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés.

L'exploitant met en œuvre les dispositions prévues aux articles L. 512-6-1 et R. 512-39-1 à R. 512-39-4 du code de l'environnement.

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité du site ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu du présent article et dans les conditions de remise en état définies au chapitre 12.2 ci-après.

Le plan de remise en état du site est annexé (annexe 8) au présent arrêté.

Article 2.14. Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
2.13	Notification de mise à l'arrêt définitif	6 mois avant la date de cessation d'activité
4.3	Attestation de constitution de garanties financières	Préalablement à la mise en service de la carrière, puis 3 mois avant la fin de la période quinquennale, ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15 % de la TP01
7.1	Déclaration des émissions polluantes et des déchets	Avant le 31 mars de l'année suivante
8.11	Rapport d'accident	Au plus tard 15 jours après l'évènement
9.2	Plan d'exploitation	À la fin d'une période quinquennale
9.3	Plan de gestion des déchets d'extraction	Tous les 5 ans ou en cas de modifications
17.6	Bilan annuel de retombées atmosphériques	Avant le 31 mars de l'année suivante

Article 2.15. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Le dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Les documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Chapitre 3 - Nature des installations

Article 3.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité) critère de classement	Nature et caractéristiques de l'installation (capacités maximales)
2510-1	A	Exploitation de carrière, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6.	Carrière à ciel ouvert de roche massive calcaire Production commercialisable : 300 000 t/an, en moyenne 400 000 t/an, au maximum
2515-1.a	E	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 Kw.	Installation fixe : 727 kW Groupes mobiles : 385 Kw Unité mobile de chaulage : 80 Kw <u>TOTAL arrondi :</u> 1 200 kW
2794-1	E	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux.	Quantité traités

		La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 30 t/j	maximum : 50 t/j
2716-1	E	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Volume maximum de déchets végétaux uniquement : 10 000 m ³
1435-2	DC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Volume annuel : 150 m ³

A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration, C avec contrôle périodique)

Article 3.2. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Rubrique	Activité	Nature de l'installation	Classement
1.3.1.0	Ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils.	7,5 m ³ /h	D

Article 3.3. Installations non visées par la nomenclature

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Article 3.4. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune, lieux-dits et parcelles suivants :

Le tableau parcellaire, les plans de localisation et de phasage sont annexés au présent arrêté (annexes 1, 2, 3 et 8).

Lorsqu'il a connaissance d'un remembrement ou d'une modification cadastrale affectant les parcelles listées ci-dessus, l'exploitant en informe le préfet dans les meilleurs délais.

Les surfaces concernées sont les suivantes :

	ACTUEL (renouvellement)	PROJET (extension)	TOTAL (renouvellement + extension)
Périmètre de l'AUTORISATION (PA) :			
• Secteur Nord (Bujadelles–Les Clauds Nord) :	26 ha 01 a 91 ca	10 ha 76 a 14 ca	36 ha 78 a 05 ca
• Secteur Sud (Les Combes–Les Renardières) :	13 ha 45 a 68 ca	16 ha 70 a 51 ca	30 ha 16 a 19 ca
• Secteur Ouest (Granges du Maine) :	9 ha 96 a 02 ca	1 ha 30 a 14 ca	11 ha 26 a 16 ca
TOTAL :	49 ha 43 a 61 ca	28 ha 76 a 79 ca	78 ha 20 a 40 ca
dont périmètre d'EXPLOITATION (PE) :			
• Secteur Nord (Bujadelles–Les Clauds Nord) :	18 ha 30 a 79 ca	8 ha 95 a 00 ca	27 ha 25 a 79 ca
• Secteur Sud (Les Combes–Les Renardières) :	9 ha 61 a 70 ca	15 ha 36 a 00 ca	24 ha 97 a 70 ca
• Secteur Ouest (Granges du Maine) :	8 ha 53 a 00 ca	19 a 00 ca	8 ha 72 a 00 ca
TOTAL :	36 ha 45 a 49 ca	24 ha 50 a 00 ca	60 ha 95 a 49 ca

Chapitre 4 - Garanties financières

Article 4.1. Périmètre des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté et prévues à l'article R. 516-2 du code de l'environnement, s'appliquent pour les activités visées par la rubrique n°2510 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état maximale du site.

Article 4.2. Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma de remise en état figure en annexe 9 du présent arrêté.

Le tableau ci-dessous fixe le montant des garanties financières pour chaque phase d'exploitation :

Périodes	0-5 ans	5-10 ans	10-15 ans	15-20 ans	20-25 ans	25-30 ans
Montant des garanties financières (€)	929 508	929 508	896 126	896 126	840 489	784 945

L'indice TP01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est : 130,8 (Journal Officiel du 17 janvier 2026).

Le taux de TVA applicable pour le calcul des montants est : 0,20.

Article 4.3. Établissement des garanties financières

Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 4.4. Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 4.5. Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté du 9 février 2004 susvisé, et atteste de cette actualisation auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Article 4.6. Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 4.7. Appel des garanties financières

Le préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité pour assurer la remise en état du site en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Article 4.8. Absence de garanties financières

Outre les sanctions prévues par l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale visée à l'article 4.3 ou de l'attestation de renouvellement visée à l'article 4.4 ci-dessus, peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Conformément à l'article L. 171-9 dudit code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 4.9. Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

TITRE II - PRESCRIPTIONS RELATIVES À L'EXPLOITATION D'UNE CARRIÈRE

Chapitre 5 - Objectifs généraux

Article 5.1. Conduite de l'installation

Les carrières et les installations de premier traitement des matériaux sont exploitées et remises en état de manière à :

- limiter leur impact sur l'environnement, et notamment les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel ;
- garantir la sécurité et la salubrité publiques et du personnel ;
- maintenir la stabilité des terrains de manière à ne pas porter atteinte à la sécurité des personnes et au milieu environnant ;
- respecter les servitudes.

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Article 5.2. Moyen de communication

L'exploitant doit s'assurer que le personnel présent sur la carrière dispose d'un moyen de communication opérationnel sur place pour alerter les services de secours en cas de nécessité.

Article 5.3. Patrimoine archéologique

Toutes découvertes fortuites de vestiges archéologiques ou paléontologiques en dehors du cadre d'opérations préventives seront signalées sans délai à la mairie et à la direction régionale des affaires culturelles (DRAC), avec copie à l'inspection des installations classées.

Article 5.4. Information du public

L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article 5.5. Accès à la voie publique

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Article 5.6. Eaux de ruissellement

Les eaux ruisselant sur le secteur des installations, de circulation et de chargement sont collectées par 4 bassins de décantation disposés en série et d'un fossé décanteur. Le 4ème bassin, étanchéifié par géomembrane, constitue une réserve d'eau claire, dont l'intégralité des volumes recueillis est utilisée pour les besoins en eau du site. Il est muni d'un trop-plein de sécurité et constitue l'unique point de rejet des eaux pluviales du site vers les eaux superficielles, suffisamment dimensionné et équipé de déshuileur en vue de respecter les dispositions de l'article 15.5.

Un bassin étanche est installé desservant spécifiquement la plateforme étanche de broyage, tri et transit de déchets verts, doté d'un volume utile de minimum de 180 m³. Le trop-plein régulé de ce bassin sera dirigé vers le bassin d'eau claire existant B4.

Article 5.7. Sécurité du public

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, et d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Article 5.8. Bornage

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert 93.

Chapitre 6 - Explosifs

Article 6.1. Utilisation d'explosifs

L'exploitation du gisement étant réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit un plan de tir.

L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement, et assure la sécurité du public lors des tirs.

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.

Une moyenne de 2 à 3 tirs par mois est réalisée, avec un maximum de 36 tirs par an.

Chapitre 7 - Déclarations annuelles

Article 7.1. Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (GEREP)

L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets modifié ; en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrière visées à la rubrique n°2510-1 de la nomenclature des installations classées.

Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet.

Chapitre 8 - Fonctionnement de la carrière

Article 8.1. Mise en service de la carrière

La mise en service de l'installation est réputée réalisée dès lors que :

- les aménagements préliminaires tels qu'ils sont précisés au chapitre 5 ci-dessus sont achevés ;
- le document justifiant de la constitution des garanties financières (article 4.3) est transmis au préfet.

L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune de SAVIGNAC LES EGLISES de la mise en service de l'installation.

Article 8.2. Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Article 8.3. Défrichement

Le bénéficiaire désigné à l'article 1.1 du présent arrêté est autorisé à défricher pour une superficie d'environ 22 ha les parcelles suivantes :

Commune	Section	N°	Surface totale m ²	Surface demandée m ²
Savignac les Églises	A2	1528	23 511	23 300
	A2	1531	47 580	45 000
	A2	1526	29 023	29 023
	A3	844	2 772	2 772
	A2	1428p	36 545	15 000
	A2	1400	25 550	10 000
	A2	1404	30 485	30 485
	A2	263	15 697	1 500

	A2	262	65 650	62 500
				219 580
Total Surfaces				Soit 21,958 ha

Le plan parcellaire par les opérations de défrichement est joint en annexe 4 du présent arrêté.

Deux zones sont réalisées par anticipation :

Zone	Section	Parcelle	Surface
Granges du maine	A	844	2 772 m ²
Clauds Nord	A	1528p, 1531p, 1485p et 1487p	10 000 m ²

Le défrichement de ces 2 zones est commencé dès l'achèvement des aménagements préliminaires. Une inspection préalable par un écologue est effectuée avant l'abattage. Des mesures supplémentaires sont prises vis-à-vis du risque de destruction de chiroptères arboricoles.

L'autorisation de défrichement est subordonnée au respect des conditions suivantes :

- Les rémanents (branchages, souches et autres produits issus du défrichement) ne devront pas être incinérés. Ils devront être éliminés par des moyens mécaniques,
- Des équipements de prévention devront être mis en place. Ils devront permettre l'intervention rapide des secours pour traiter au plus tôt un feu naissant sur le site ou à proximité en zone boisée et d'éviter ainsi le développement d'un incendie de forêt susceptible de mettre en danger des personnes et des biens,
- Réalisation d'une bande tampon de 10 mètres de large entre le front de carrière et le massif forestier restant. La situation géographique de cette bande évolue en fonction du phasage des travaux de défrichement.
- Le site devra être maintenu à l'état débroussaillé conformément à l'article L. 134-6 du code forestier et à l'arrêté préfectoral n°24-2025-09-11-00004 du 11 septembre 2025 portant modification des dispositions du règlement départemental pour la prévention de la pollution de l'air et des incendies de forêts relatives au débroussaillage Une attention particulière devra être apportée sur la bande tampon de 10 mètres en lisière forestière.
- Les opérations de défrichement seront réalisées conformément au programme d'exploitation prévisionnel et afin de réduire les effets sur l'avifaune nicheuse.
- En application des alinéas 1° et 3° de l'article L. 341-6 du code forestier, une compensation au défrichement devra être mise en œuvre conformément aux dispositions prévues à l'article 11.3.1 de la présente décision.

Article 8.4. Modalités d'extraction

L'exploitation de la carrière est conduite toute au long de l'année suivant la méthode et le phasage définis ci-après :

	Durée (échéance approximative)	Travaux d'exploitation	Travaux de réaménagement	Défrichement
Phase 1	De T0 à T+5 ans (≈ 2029)	Poursuite des travaux d'exploitation des secteurs des Clauds Nord et de Granges du Maine	Poursuite du réaménagement de la partie Est de Bujadelles, ainsi que de la partie nord de Granges du Maine	Défrichement des surfaces concernées côtés Clauds Nord et Granges du Maine, sur une superficie de 3,5 ha
Phase 2	De T+5 à T+10 ans (≈ 2034)	Achèvement des travaux d'exploitation côté Granges du Maine, et poursuite de l'avancement des travaux d'extraction côté Clauds-Nord.	Poursuite du réaménagement de la partie Nord-Est de Bujadelles-Les Clauds-Nord, ainsi que de la partie ouest de Granges du Maine	Défrichement des surfaces concernées côtés Clauds Nord et Granges du Maine, sur une superficie de 3,4 ha
Phase 3	De T+10 à T+15 ans (≈ 2039)	1. Achèvement de l'exploitation du secteur des Clauds-Nord 2. Déplacement de l'ensemble des installations vers les Combes (avec suppression du convoyeur), et reprise de l'exploitation de ce secteur vers le sud	Achèvement de la remise en état du secteur de Granges du Maine, et poursuite de la remise en état de secteur des Clauds Nord	Défrichement des surfaces concernées côtés Clauds Nord et Les Combes-Les Renardières, sur une superficie de 6,6 ha
Phase 4	De T+15 à T+20 ans (≈ 2044)	Poursuite des travaux d'exploitation du secteur des Renardières	Achèvement de la remise en état du secteur des Clauds Nord	Défrichement des surfaces concernées côté Renardières, sur une superficie de 2 ha
Phase 5	De T+20 à T+25 ans (≈ 2049)	Poursuite des travaux d'exploitation du secteur des Renardières	Remise en état de la partie ouest du secteur des Combes	Défrichement des surfaces concernées côté Renardières, sur une superficie de 3 ha
Phase 6	De T+25 à T+30 ans maximum (≈ 2054)	Achèvement des travaux d'exploitation du secteur des Renardières	Poursuite et achèvement de la remise en état du secteur des Combes et des Renardières	Défrichement des surfaces concernées côté Renardières, sur une superficie de 2,8 ha

Les terrains sont découpés en 3 secteurs correspondant à 6 phases d'exploitation d'une durée de 5 ans chacune, la dernière étant également consacrée à l'achèvement des travaux de remise en état, conformément au plan de phasage annexé au présent arrêté (annexe 8).

La cote minimale du fond de la carrière par secteur est :

- Secteur Nord (Extension Clauds Nord) : entre 131 et 129 m NGF du Nord au Sud ;
- Secteur Ouest (Granges du Maine) : entre 121 et 119 m NGF du NO vers le SE ;
- Secteur Sud (Extension des Renardières) : de 122 à 113,5 m NGF d'Est en Ouest.

L'épaisseur maximale d'extraction par secteur est :

- Secteur Nord (Extension Clauds Nord) : 55 m ;
- Secteur Ouest (Granges du Maine) : 40 m ;
- Secteur Sud (Extension des Renardières) : 52 m.

Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

Les travaux d'extraction du gisement sont réalisés par paliers d'une hauteur maximale de 15 mètres. Les paliers sont séparés par une banquette d'une largeur minimale de 10 mètres en cours d'exploitation, ramenée à un minimum de 5 mètres lorsque l'avancée définitive des fronts est atteinte.

Article 8.5. Valorisation du gisement et des co-produits

Dans les limites des contraintes environnementales, techniques et économiques, l'exploitant veille à exploiter au maximum le gisement disponible tout en limitant la surface impactée par l'exploitation, et à étudier les possibilités de valorisation des excédents et des co-produits, sans pour autant nuire au projet de remise en état.

Article 8.6. Rythme de fonctionnement

Les périodes d'exploitation de la carrière (extraction et fonctionnement des installations de traitement) sont les suivants : 7h00 - 19h30, hors dimanches et jours fériés.

Article 8.7. Évacuation des matériaux

La production est évacuée par camions exclusivement par la route départementale 68 (RD 68). Le rythme moyen d'évacuation est de 50 camions par jour.

Article 8.8. Acheminement des matériaux inertes et de déchets végétaux

L'acheminement est réalisé par camions exclusivement par la route départementale 68 (RD 68). Le rythme moyen d'acheminement est de 13 camions par jour.

Article 8.9. Convoyeur de transfert de matériaux

Le transfert des matériaux extraits sur le Secteur Ouest (Granges du Maine) vers le secteur des installations de traitement est réalisé par un convoyeur à bandes.

Ce convoyeur permet le transit des matériaux au-dessus de la RD68. Il sera supprimé une fois les installations de traitement totalement déplacées vers le secteur des Combes, conformément au phasage prévisionnel d'exploitation.

Article 8.10. Liaison entre les secteurs de Bujadelles et des Combes

L'accès au site d'extraction des Combes avec le secteur de Bujadelles s'effectue avec la traversée de la voie communale n°2. Au droit de la traversée, la section de chaussée de la VC 2 est bétonnée par l'exploitant de façon à la renforcer.

Article 8.11. Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Chapitre 9 - Consignes et plans d'exploitation

Article 9.1. Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 9.2. Plan d'exploitation

L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bornes visées à l'article 5.8 ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- les voies de circulation ;
- les installations de toute nature (bascule, locaux, installations de traitement...) ;
- les distances limites et zones de protection listés à l'article 2.10 ;
- le cas échéant, les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales ;
- la position des éventuels piézomètres listés à l'article 16.1.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

À la fin de chaque période quinquennale, ce plan est adressé à l'inspection des installations classées.

Article 9.3. Plan de gestion des déchets d'extraction

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;

- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Article 9.4. Plan des réseaux d'alimentation , de collecte et des rejets

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Un plan daté des réseaux d'alimentation, de collecte et des rejets est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les branchements, les regards, les postes de relevage, etc.

Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Chapitre 10 - Prescriptions spécifiques

Article 10.1. Activité de broyage, tri et transit de déchets végétaux

La plateforme imperméabilisée d'une surface d'environ 3 000 m² est implantée en partie nord-ouest du secteur des Combes. L'accès est réalisé à partir de la zone des infrastructures de Bujadelles via la traversée de la VC 2.

Cette plateforme est munie d'un réseau de collecte des eaux de ruissellements, aboutissant à un bassin étanche de 180 m³. Ce bassin de décantation permet une régulation des eaux de ruissellement issus de la plateforme. L'exutoire de ce bassin est la réserve d'eau (bassin B4), faisant office de réserve incendies

Cette plateforme accueille :

- La zone d'accueil des végétaux réceptionnés sur le site ;
- Le groupe mobile de broyage de végétaux ;
- Les stockages de broyats végétaux avant reprise pour expédition ;
- Une benne de stockage destinée à recueillir les déchets indésirables, le cas échéant.

Le broyage est réalisé par l'intermédiaire du groupe mobile, alimenté par une pelle ou une chargeuse. Les campagnes ont une durée de 4 à 5 jours chacune, pour un total d'environ 30 jours d'activité cumulée par an.

Quantité annuelle : Moyenne : 12 000 tonnes/an - Maximum : 15 000 tonnes/an

Quantité journalière : 50 tonnes/jour maximum

Conditions de stockage :

- Sur la plateforme dédiée, par catégories ;
- Volume maximal total susceptible d'être présent : 10 000 m³ ;
- Hauteur maximale de stockage : 3 mètres.

Aucun bâtiment ni installation fixe n'est aménagé dans le cadre de cette activité.

Article 10.2. Unité mobile de chaulage

Une unité mobile et autonome de traitement à la chaux sera périodiquement mise en place sur ce site. Elle est caractérisée par une puissance installée de 80 kW, et est alimentée par un groupe électrogène intégré de 120 kVA. Sa capacité est de 50 tonnes/heure.

Elle ne sera présente sur le site que périodiquement. La quantité de chaux vive consommée par cette installation est stockée dans un silo annexé d'une capacité de 27 tonnes (soit environ 8 m³).

Article 10.3. Installations fixes de traitement des matériaux

La composition, le synoptique et les caractéristiques techniques des installations sont présentés en annexe 5 et 6.

Dans le cadre du phasage prévisionnel d'exploitation, il est prévu de déplacer l'ensemble des installations fixes lors de la 3ème phase quinquennale d'exploitation. Cette opération a comme objectif de rapprocher les installations du secteur d'exploitation des Combes, côté Sud, une fois que l'exploitation des autres secteurs sera achevée.

Chapitre 11 - Mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts

Article 11.1. Suivi et gestion de l'installation d'espèces protégées et menacées durant l'exploitation

L'installation de nouvelles espèces protégées sur la carrière durant la phase d'exploitation fait l'objet d'une information auprès de l'inspection des installations classées. L'exploitant prend toute disposition pour ne pas porter atteinte aux individus, à leurs habitats, lieux de reproduction ou de repos. La destruction, le dérangement, la capture, le transport de ces espèces est notamment interdit. Le cas échéant, les travaux dans le secteur concerné ne pourront reprendre qu'après une démarche ERC. Si des impacts résiduels persistent, une demande de dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces protégées devra être déposée.

Afin de veiller à l'état de conservation des espèces protégées présentes, le personnel sur site de la carrière devra être sensibilisé, voire formé, aux enjeux de biodiversité spécifiques aux carrières (reconnaissance des espèces protégées inféodées aux milieux pionniers des carrières, et connaissance générale de leur écologie).

Article 11.2. Les mesures d'évitement

Sont exclus du périmètre d'exploitation :

- (ME1) Mesure d'évitement liée au Faucon pèlerin : la zone dont le front de taille accueille la nidification du Faucon pèlerin (phase 3), pour une durée de 10 ans à partir de la date de notification de cet arrêté. La phase 3 ne peut démarrer que dans les conditions citées ci-

dessous. Des nichoirs sont et seront mis en place à des emplacements cohérents avec les extractions futures et les exigences écologiques de l'espèce ;

- (ME2) Mesure d'évitement de la pelouse sèche : concerne la zone « Les Combes afin d'éviter la pelouse sèche calcicole, habitats d'espèce de l'Alouette lulu et de l'Hespérie du carthame.

Article 11.3. Les mesures de réduction

- (MR1.1) Protection de la végétation : pour les habitats faisant l'objet d'une mesure d'évitement, afin de prévenir tout risque d'impact collatéral, un balisage et une mise en défens est réalisés avant le début des travaux de manière suffisamment visible et robuste ;
- (MR1.3) Mise en défens du Chêne à Grand Capricorne : le Chêne à Grand Capricorne présent à proximité immédiate du projet fait l'objet d'une mise en défens, de manière suffisamment visible et robuste, avant le début des travaux ;
- (MR3.4) Installation de nichoirs pour les oiseaux forestiers : les espèces ciblées sont les espèces les plus concernées par la perte d'habitats boisés (les passereaux forestiers communs). Au minimum, 25 nichoirs sont installés essentiellement en périphérie de la zone « Les Combes » ;
- (MR3.5) Création de haies arbustives : des haies arbustives sont plantées en périphérie de la zone d'extension de « Les Combes » sur 150 m ;
- (MR3.6) Installation de gîtes de substitution pour les chiroptères : des nichoirs sont installés, entre janvier et mars, en périphérie des zones d'extension.

Article 11.3.1 Mesures de réduction liées à l'exploitation

(MR2.1) Travaux de défrichement

- Afin de réduire le risque de destruction d'individus d'espèces protégées, les opérations de défrichement et de décapage sont réalisées dans le respect du calendrier écologique. Une première phase est réalisée conformément aux conditions mentionnées à l'article 8.3 ;
- Les travaux sont réalisés de façon progressive, en grande partie coordonnés à l'avancement des travaux d'exploitation ;
- Une inspection préalable par un écologue est effectuée le jour de l'abattage. Le jour de l'abattage des mesures supplémentaires sont prises vis-à-vis du risque de destruction de chiroptères arboricole.

(MR3.2) Mesures de protection des chiroptères : afin de s'assurer de l'absence du Vespère de Savi au droit des fronts de taille avant de commencer les travaux, une vérification est réalisée à son pied au moyen d'écoutes ultra-sons et d'une caméra thermique (plusieurs nuits seront nécessaires).

(MR3.3) Installation d'abris pour les reptiles : quatre tas de bois et branches issus des coupes et défrichements sont disposés à proximité de l'emprise du projet dans des endroits adaptés et sécurisés, de façon à créer des milieux de substitution favorables aux reptiles.

(MR3.1) Limitation des nuisances envers la faune :

- Les dispositions de réduction des poussières occasionnées par les mouvements des engins sont mises en place (MR3.7) ;
- Pour l'Alyte accoucheur, la mesure de rebouchage des ornières est appliquée (MR3.1).

Mesure liée au Faucon pèlerin

Le tir de mines sur des secteurs à moins de 30 mètres de la zone accueillant la nidification Faucon pèlerin évite la période de reproduction de l'espèce (de février à juin).

Pour le cas où la présence du Faucon pèlerin serait avérée, un dossier de demande de dérogation à la réglementation espèces protégées sera adressé au préfet 9 mois au moins avant l'exploitation du front de taille de la zone 3 où niche le Faucon pèlerin.

Des nichoirs sont mis en place à des emplacements cohérents avec les extractions futures et les exigences écologiques de l'espèce.

Le suivi de la nidification du Faucon pèlerin est poursuivi après la notification du présent arrêté et pour toute la durée de l'exploitation de la carrière. Ce suivi est dimensionné en partenariat avec la LPO ou organisme identique de l'espèce et soumis pour validation à la DREAL/SPN.

Compensation au défrichement :

Une compensation du défrichement est mise en œuvre en application de l'alinéa 1° de l'article L. 341-6 du code forestier. Cette compensation sous forme d'indemnité est calculée sur la base d'un coefficient 1 considérant que les niveaux d'enjeux économiques, environnementaux et sociaux des bois à défricher sont faibles ou réduits par les mesures d'évitement ou de réduction mises en œuvre. Cette compensation est de 70 046,02 €.

La compensation est due en totalité dans l'année suivant la décision d'autorisation. A défaut de la transmission, dans le délai d'un an suivant la date de notification de la présente décision, du versement de l'indemnité équivalente, l'indemnité est mise en recouvrement dans les conditions prévues par les créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, sauf si le bénéficiaire renonce au défrichement projeté.

Article 11.3.2 Mesures d'accompagnement et de suivi

Un suivi écologique tout au long de l'exploitation de la carrière est réalisé par un écologue :

- suivi à N+1 puis tous les 5 ans.

Un compte-rendu détaillé des opérations de suivi, comprenant notamment les données naturalistes récoltées, est transmis à la DREAL, service de l'inspection, à l'issue de chaque campagne de suivi (au plus tard le 31 mars suivant l'année de suivi).

L'analyse des données de suivi des 5 premières années permet, en cas d'évolution négative ou d'absence d'évolution des populations des espèces et de leurs habitats, d'adapter ou modifier les mesures définies aux articles 11, voire de proposer des mesures de compensation complémentaires.

Une Charte Environnementale (du type Label RSE) est mise en place en amont de l'exploitation.

La carte récapitulative des mesures d'évitement, réduction et accompagnement est jointe en annexe 7 du présent arrêté.

Article 11.4. Prévention de l'apparition et de la propagation d'espèces exotiques envahissantes

Afin de prévenir l'apparition et le développement d'espèces exotiques envahissantes sur le site, l'exploitant doit porter une attention particulière aux apports de terres extérieures, aux opérations de valorisation des déchets du BTP sur site ou à la remobilisation des stocks de terre issues du décapage ou des stériles afin d'éviter la dissémination d'éventuelles espèces exotiques envahissantes.

L'exploitant prend également toutes précautions pour éviter la propagation de ces espèces hors du site que ce soit lors du transport de terres et de matériaux ou de leur élimination.

Des plans de gestion des espèces exotiques envahissantes sont, le cas échéant, élaborés puis mis en œuvre avec l'aide d'un écologue. L'efficacité de ces plans de gestion doit être évaluée.

Le personnel de la carrière doit être sensibilisé voire formé à la reconnaissance des espèces exotiques envahissantes présentes ou susceptibles d'être présentes sur le site, aux enjeux qui leur sont liés et aux méthodes de prévention et de gestion adaptées afin de pouvoir réagir rapidement en cas de détection d'une nouvelle espèce et d'éviter la propagation des espèces déjà présentes.

Les exploitants doivent s'assurer de l'absence de développement d'espèces envahissantes en effectuant des suivis spécifiques durant l'exploitation de la carrière et la remise en état. La réalisation de ces suivis fait l'objet de comptes-rendus tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Chapitre 12 - Remblayage et remise en état

Article 12.1. Remblayage

Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Afin de respecter la hiérarchie de l'utilisation de la ressource et de favoriser la réutilisation et le recyclage, seuls les matériaux inertes ne pouvant être techniquement et économiquement réutilisés ou recyclés pourront être acceptés en carrière pour le remblaiement de celle-ci.

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;
- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé. À ce titre, sont admis les déchets inertes externes suivants :

Code déchet	Description	Restrictions
10 11 13	Déchets de matériaux à base de fibre de verre	Seulement en l'absence de liant organique
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et Céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélange de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substance dangereuse	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés

		Un test montrant que ces déchets ne contiennent ni goudron, ni amiante doit être réalisé.
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	À l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
10 11 03	Déchets de matériaux à base de fibre de verre	Seulement en l'absence de liant organique
15 01 07	Emballage en verre	Triés
19 12 05	Verre	Triés

Le rythme et quantité prévisionnelles annuelles d'accueil des matériaux inertes :

Rythme prévisionnel d'accueil futur dont 50% maximum en K3+	Moyenne : environ 80 000 tonnes /an Maximum : 120 000 tonnes/an
Quantité totale à accueillir sur toute la durée de ce projet d'exploitation (30 ans) dont 50% maximum en K3+	Moyenne : 2 400 000 tonnes (soit 1 350 000 m3)

L'admission des déchets inertes sur le site se fait sur chacun des trois secteurs d'exploitation, selon le plan en annexe 6.

En fond d'extraction, la partie inférieure est remblayée uniquement avec des stériles provenant du site (stériles internes) sur une épaisseur minimale de 1 mètre.

Les matériaux inertes dits « à élévation de seuil (K3+) » seront mis en œuvre de telle manière qu'ils soient toujours recouverts de terre ou de stérile du site ou de déchets inertes hors K3+ ou de mélange de ces matériaux, afin de favoriser au maximum la reprise des végétaux qui seront implantés dans le cadre de la remise en état.

Outre les prescriptions réglementaires des arrêtés ministériels du 12 décembre 2014 et 31 mai 2021 susvisés, l'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais.

Seuils d'admission des matériaux inertes

Les critères à respecter pour l'admission de déchets inertes avec adaptation de seuil sont :

1) Paramètre à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.

PARAMÈTRE	VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de matière sèche Adaptations « K3+ »
As	1,5
Ba	60
Cd	0,12
Cr total	1,5
Cu	6
Hg	0,03
Mo	1,5
Ni	1,2
Pb	1,5
Sb	0,18
Se	0,3
Zn	12
Chlorure (1)	2 400
Fluorure	30
Sulfate (1)	3 000
Indice phénols	3
COT (carbone organique total) sur éluat (3)	500
FS (fraction soluble) (1)	12 000

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1 500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

2) Paramètre à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

PARAMÈTRE	VALEUR LIMITE À RESPECTER exprimée en mg/kg de déchet sec
	Seuils dérogatoires « K3+ »
COT (carbone organique total)	60 000 (1)
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50
(1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.	

Contrôle des matériaux inertes avec adaptation de seuil avant admission

Des contrôles aléatoires sur les matériaux ayant fait l'objet d'une déclaration d'acceptation préalable conforme sont réalisés par l'exploitant.

Ces contrôles portent sur les lots de déchets inertes répondant aux caractéristiques de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé dont la concentration d'un ou plusieurs paramètres sont compris entre les valeurs mentionnées à l'annexe II et celles mentionnées ci-dessus.

L'exploitant met en place une procédure écrite permettant d'organiser des contrôles efficaces sur les matériaux réceptionnés.

En cas d'écart à la déclaration d'acceptation préalable, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et le producteur des déchets avant de procéder à la régularisation de sa situation.

De plus, l'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Article 12.2. Conditions de remise en état

La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état (plan de phasage et plan de remise en état) annexés au présent arrêté (annexes 8 et 9) et le descriptif des phases définies à l'article 8.4, dans les conditions suivantes :

- mise en sécurité des fronts de taille ;
- nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

Le réaménagement du site devra permettre de maintenir voire d'améliorer et de renforcer l'état écologique initial, les trames écologiques existantes et la biodiversité.

Afin d'éviter un appauvrissement génétique et la propagation d'espèces exotiques envahissantes sur et hors du site, les remises en état (et notamment l'ensemble des secteurs faisant l'objet de plantations et de végétalisations) sont réalisées avec des semences ou des plants de végétaux sauvages et locaux prélevés durablement dans la région biogéographique.

La remise en état du site est réalisée de façon à favoriser la préservation des zones humides et leurs fonctionnalités.

Les principes d'aménagements écologiques :

- permettre de restituer des terrains exploitables pour la faune et la flore locale par la création d'habitats naturels similaires aux habitats précédant l'ouverture de la carrière, et/ou d'habitats originaux (parois rocheuses, éboulis de blocs rocheux, milieux en eau...).
- le maintien des fronts de taille en différentes zones de chacun des secteurs d'exploitation et d'extension ;
- le remblayage partiel des marges de l'excavation sur ces secteurs pour en raccorder en pente douce le fond au terrain naturel ;
- l'aménagement du fond de fouille en différents habitats suivant le secteur : pelouse sèche et haies pour le secteur des Clauds Nord, verger/truffière, petites cultures, haies bocagères pour le secteur des Combes et pâturage pour le secteur de Granges du Maine ;
- l'aménagement de points bas : deux pour le secteur des Clauds Nord, un pour le secteur Les Combes et un pour le secteur de Granges du Maine, afin de former des zones humides temporaires.

Les principes d'aménagements paysagers :

L'objectif est d'accompagner la transformation globale d'un paysage minéral vers un paysage naturel, par l'intermédiaire de diverses actions tenant compte des enjeux du site :

- aménagement des fronts de taille (talutage, paliers...) ;
- création d'effets de prairie ;
- création d'effets d'éboulis ;
- maintien ou plantation de haies et bosquets ;
- réintroduction d'éléments de biodiversité.

Les principes d'aménagements liés au site :

- remblaiement et mise en valeur des anciens fronts ;
- jeux topographiques permettant des vues et ambiances variées ;
- aménagement de chemins d'accès ;
- végétalisation mesurée ;
- points de recueil des eaux.

Les eaux de ruissellement pluviales :

A l'emplacement des différentes zones d'extraction, en dépression par rapport au terrain naturel périphérique, les eaux de ruissellement pluviales continueront à s'infiltrer de façon diffuse. Le

réaménagement en surfaces naturelles comprend la conservation de zones humides au niveau de points bas, intéressante sur le plan de la biodiversité.

Les secteurs dans lesquels des remblais de matériaux inertes de classe K3+ seront accueillis seront nivelés de façon à favoriser le ruissellement au dépend de l'infiltration, ces ruissellements seront dirigés prioritairement vers les dépressions des autres secteurs réaménagés de l'exploitation.

Pour la zone des infrastructures, lorsque les activités seront définitivement mises à l'arrêt, le réseau de collecte des eaux de ruissellement sera aménagé avec comblement des bassins de décantation et retour à des conditions de ruissellement proches de celles de l'état initial du secteur.

L'exploitation de la phase n+2 ne peut débuter que lorsque la remise en état de la phase n est terminée.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

Toute modification des conditions de remise en état entre dans le champ d'application de l'article 2.11 du présent arrêté.

TITRE III - INTÉGRATION PAYSAGÈRE DE L'INSTALLATION

Chapitre 13 - Intégration et propreté

Article 13.1. Propreté de l'installation et de ses abords

L'ensemble du site et ses abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 13.2. Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'objectif est de limiter les impacts paysagers de la carrière à toutes les échelles de temps et d'espace du territoire et donc de garantir une démarche paysagère de qualité et de bonne intégration de la carrière dans son environnement.

TITRE IV - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Chapitre 14 - Prélèvements et consommations d'eau

Article 14.1. Origine et réglementation des approvisionnements en eau

L'utilisation de l'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie. Plus généralement, toutes les dispositions sont prises pour limiter au maximum la consommation d'eau dans le cadre de l'activité. Notamment, les processus de lavage des matériaux devront viser le meilleur rendement possible sur le recyclage de l'eau.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé à fréquence mensuelle. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement (Lambert 93)	Prélèvement	
				Journalier (m ³ /j)	Annuel (m ³ /an)
Eau de surface	Eaux pluviales collectées		Bassin n°4 Cuve		Environ 1 000
Réseau d'eau	AEP		AEP		En moyenne 2 000

Article 14.2. Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Les forages suivants sont autorisés :

Nom du forage et ressource en eau concernée	Référence cadastrale	Code BSS	Volume de prélèvement autorisé
Forage	Section A Parcelle 315	BSS001WDNX	9 290 m ³ /an

L'utilisation des forages du site est dédié à l'appoint pour les besoins en eau du site. Les forages sont munis d'un dispositif totaliseur permettant de suivre la consommation d'eau.

L'exploitant fait inscrire l'ouvrage à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Les N° BSS de chaque piézomètre sont communiqués à l'inspection des installations classées une fois les déclarations appropriées réalisées.

Dans le cadre de l'exploitation des forages, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

L'exploitant surveille et entretient les forages, de manière à garantir l'efficacité des ouvrages, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement des forages est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

La tête l'ouvrage est nivelée en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Chapitre 15 - Eau de surface

Article 15.1. Gestion des crues

Les zones en exploitation et réaménagées ne doivent pas constituer un obstacle à l'écoulement des crues et ne doivent pas perturber le bon fonctionnement hydromorphologique des cours d'eau à proximité. Ils doivent préserver les zones d'expansion des crues, voire jouer un rôle de bassin écrêteur de crues.

Article 15.2. Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction

L'exploitant doit s'assurer que les zones de stockage des déchets d'extraction ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux.

Article 15.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables.

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté.

Les dispositifs de rejet des effluents sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Les points de rejets sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs.

Article 15.4. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, notamment celles de l'aire étanche, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de suivi de déchets dangereux sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 15.5. Rejets dans le milieu naturel

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

Article 15.6. Points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Situation	Nature du rejet	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur
1	Bassin B4	Eaux pluviales	Trop-plein B4	Vallonnement RD68
2	Plateforme de lavage	Eaux pluviales	Décanteur déshuileur	Vallonnement RD68
3	Plateforme de ravitaillement	Eaux pluviales	Décanteur déshuileur	Vallonnement RD68

Article 15.7. Valeurs limites de rejets

Les eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) respectent les caractéristiques ci-dessous avant rejet au milieu considéré :

Paramètres	Valeurs ou concentrations maximales	Autosurveillance
pH	entre 5,5 et 8,5	Annuelle
Température (°C)	30	Annuelle
Matières en suspension totales (MEST, en mg/l)	35	Annuelle
Couleur (mg de Pt/l)	100	Annuelle
DCO (mg/l, lorsque la teneur en chlorures est inférieure à 5 g/l)	125	Annuelle
Hydrocarbures (mg/l)	10	Annuelle

Article 15.8. Surveillance des rejets

L'exploitant réalise une surveillance de ses rejets visés à l'article 15.6, pour l'ensemble des paramètres visé à l'article 15.7, à une fréquence annuelle.

Chapitre 16 - Eaux souterraines

Article 16.1. Ouvrages pour la surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Pt de mesure	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
PZ1	BSS004QFCE	In situ : Aval du secteur Nord et Amont du secteur Sud	Calcaire du Dogger (Jurassique moyen)	19,5 m
PZ2	BSS001WDNH	In situ du secteur Nord	Calcaire du Dogger (Jurassique moyen)	24,5 m
PZ3	BSS004QFCG	In situ : Aval du secteur Nord et Amont du secteur Ouest	Calcaire du Dogger (Jurassique moyen)	20,5 m
PZ4	BSS004QFCJ	In situ : Aval du secteur Ouest	Calcaire du Dogger (Jurassique moyen)	19,4 m
PZ6	BSS001WDNJ	In situ du secteur Nord	Calcaire du Dogger (Jurassique moyen)	27,4 m
PZ7	BSS004QFCL	Amont général	Calcaire du Dogger (Jurassique moyen)	100 m
PZ8	BSS004QFCN	Aval général	Calcaire du Dogger (Jurassique moyen)	25,5 m

Article 16.2. Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines sur l'ensemble des ouvrages visés à l'article 16.1 pour les paramètres suivants :

Point de contrôle	Paramètres	Fréquence
Piézomètres PZ1 à PZ4, PZ6, PZ7 et PZ8	Ph, température, MES, DCO, nitrates Turbidité, conductivité, Hydrocarbures totaux	Bisannuelle (hautes eaux et basses eaux)
Piézomètres PZ1 à PZ4, PZ6, PZ7, PZ8 et puits aval	Paramètres définis par l'article 6 de l'AM du 12/12/2014 pour les valeurs sur éluat à respecter pour les déchets inertes (Cf. tableau article 12.1). Les analyses sont réalisées avec des « LO abaissées » afin que la résolution des valeurs soit significativement inférieure aux valeurs guide.	- Avant le début de l'accueil de déchets inertes K3+ - Bisannuelle (hautes eaux et basses eaux) - Puis 5 ans après la fin de l'exploitation

Point de contrôle	Piézométrie
Piézomètres PZ1 à PZ4, PZ6	Mesures ponctuelles 2 fois par an, respectivement en période de hautes eaux et de basses eaux
Piézomètres PZ7 et PZ8	PZ7 et PZ8 : mesure en continu par la mise en place de sondes de mesures de niveau

Un contrôle de paramètres est effectué : avant le début de l'accueil de déchets inertes puis 2 fois par an, respectivement en période de hautes eaux et de basses eaux et 5 ans après le fin de l'exploitation.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. Une mesure en continu par la mise en place de sondes de mesures de niveau est réalisé dans deux piézomètres : P7 en amont de la carrière et P8 en aval.

L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Les analyses initiales (état zéro) sont réalisées avant tout apport de remblai extérieur.

TITRE V - PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

Chapitre 17 - Vérification des émissions et de leurs effets

Article 17.1. Optimisation de l'utilisation des véhicules en termes de volumes, de poids de marchandises chargées et de doubles flux

Dans la mesure du possible, l'exploitant prend toutes les dispositions pour éviter la circulation de véhicules à vide et promouvoir la pratique de double-flux.

Article 17.2. Prévention de la pollution atmosphérique

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter que l'installation ne soit à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent.

Article 17.3. Mise en œuvre des contrôles

Le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Article 17.4. Plan de surveillance des émissions de poussières

Un plan de surveillance des émissions de poussières est mis en place.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance comprend a minima :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 m des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Le plan de surveillance est mis à jour en fonction de l'avancée de l'exploitation (localisation et nombre de jauges)

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 17.5. Programme de surveillance des retombées atmosphériques

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées à l'article 17.3.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg}/\text{m}^2/\text{jour}$.

L'objectif à atteindre est de $500 \text{ mg}/\text{m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur objectif susmentionnée, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède cette valeur et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu à l'article 17.6 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

Article 17.6. Bilan des mesures de retombée de poussières

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs objectifs, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Les points de mesures sont définis sur le plan joint en annexe 7.

TITRE VI - BRUITS ET VIBRATIONS

Chapitre 18 - Nuisances sonores et vibrations

Article 18.1. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions relatives de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 18.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, mis sur le marché après le 4 mai 2002, utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement et sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

Article 18.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

L'usage d'avertisseur ou de sirène est autorisé dans le cadre de la procédure d'information sur les tirs de mines.

Article 18.4. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : 70 dB(A) pour la période de jour (7h-22h) et 60 dB(A) pour la période de nuit (22h-7h).

Article 18.5. Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 18.6. Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum à compter de la notification du présent arrêté, puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

L'ensemble des résultats est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Chapitre 19 - Vibrations

Article 19.1. Valeurs limites relatives aux vibrations

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. À cet effet, les technologies éprouvées les plus performantes sont utilisées.

Les vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s feront systématiquement l'objet d'une analyse particulière par un bureau expert en tirs à l'explosif et par l'exploitant pour en déterminer les causes. Un rapport sera joint au dossier de tir.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Article 19.1.1. Contrôle des vibrations

L'exploitant met en place une procédure d'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression.

Le respect de la valeur ci-dessus, mesurée suivant les trois axes de la construction, est vérifié à chaque tir réalisé sur la carrière.

Les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées

En cas de plaintes, une mesure de la surpression aérienne couplée aux mesures de vibrations pourra être demandé par l'inspection des installations classées.

TITRE VII - RISQUES TECHNOLOGIES

Chapitre 20 - Prévention des accidents

Article 20.1. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur et notamment :

- une réserve d'eau (bassin B4) d'une superficie de 500 m² et constituant une réserve d'eau de 500 m³ à 1 000 m³ selon saison ;
- des extincteurs adaptés aux risques présents en plusieurs points des locaux de l'installation et dans les engins mobiles ;
- des stocks de sable en quantité suffisante.

Ces matériels et équipements sont maintenus en bon état de fonctionnement et vérifiés au moins une fois par an.

Article 20.2. Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Article 20.3. Rétentions et confinement

I. – Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Le ravitaillement des engins à mobilité réduite pourra s'effectuer en dehors de l'aire étanche prévue ci-dessus, à condition de disposer à proximité immédiate de produits absorbants pour la récupération des liquides déversés accidentellement et de réaliser l'opération au-dessus d'un bac étanche ou d'une couverture absorbante adaptée pour les hydrocarbures.

II. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 1 000 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 1 000 l.

III. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

IV. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

V. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Article 20.4. Travaux

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

TITRE VIII - GESTION DES DÉCHETS

Chapitre 21 - Principes de gestion

Article 21.1. Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour limiter les quantités de déchets produits. Il assure une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :

- la préparation en vue de la réutilisation ;
- le recyclage ;
- toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- l'élimination.

Le brûlage de déchets est interdit.

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux ou avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets, sont interdits.

Article 21.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 21.3. Déchets d'extraction inertes résultant de l'exploitation de la carrière

Les déchets sont considérés comme déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé.

Les zones de stockage de déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

Article 21.4. Déchets générés par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets	Quantité maximale admise sur site
Déchets non dangereux	13 02 08	Huiles usagées	Env. 1 500 L / an
	13 05 08	Boues provenant du séparateur	Env. 1 tonne / an
	15 01 01 – 15 01 02 15 01 04 – 15 01 05 15 01 06 – 15 02 02	Emballages divers, chiffons d'essuyage	Env. 300 kg / an

	16 01 07	Filtres à huiles usagés	Env. 200 kg / an
	16 01 17 – 16 01 18	Déchets métalliques	Env. 3 tonnes / an
	16 05 04		

Article 21.5. Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 21.6. Suivi des déchets

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

TITRE IX - DISPOSITIONS FINALES

Chapitre 22 - Recours, publicité et exécution

Article 22.1. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux, situé 9 rue Tastet – 33 063 Bordeaux Cedex, soit par voie postale, soit par Télérecours (www.telerecours.fr) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur (le préfet de la Dordogne) et au bénéficiaire de la décision (la société CALCAIRES ET DIORITE DU PERIGORD), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 22.2. Affichage et publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Savignac-les-Eglises et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Savignac-les-Eglises pendant une durée minimum d'un mois ; le maire de la commune de Savignac-les-Eglises fait connaître, par procès verbal adressé à la préfecture de la Dordogne, l'accomplissement de cette formalité ;

3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Dordogne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 22.3. Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le directeur départemental des territoires de la Dordogne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine (DREAL N-A), le directeur de l'agence régionale de santé (ARS) et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement de l'unité bi-départementale 24-47 sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Savignac-les-Eglises et à la société CALCAIRES ET DIORITE DU PERIGORD.

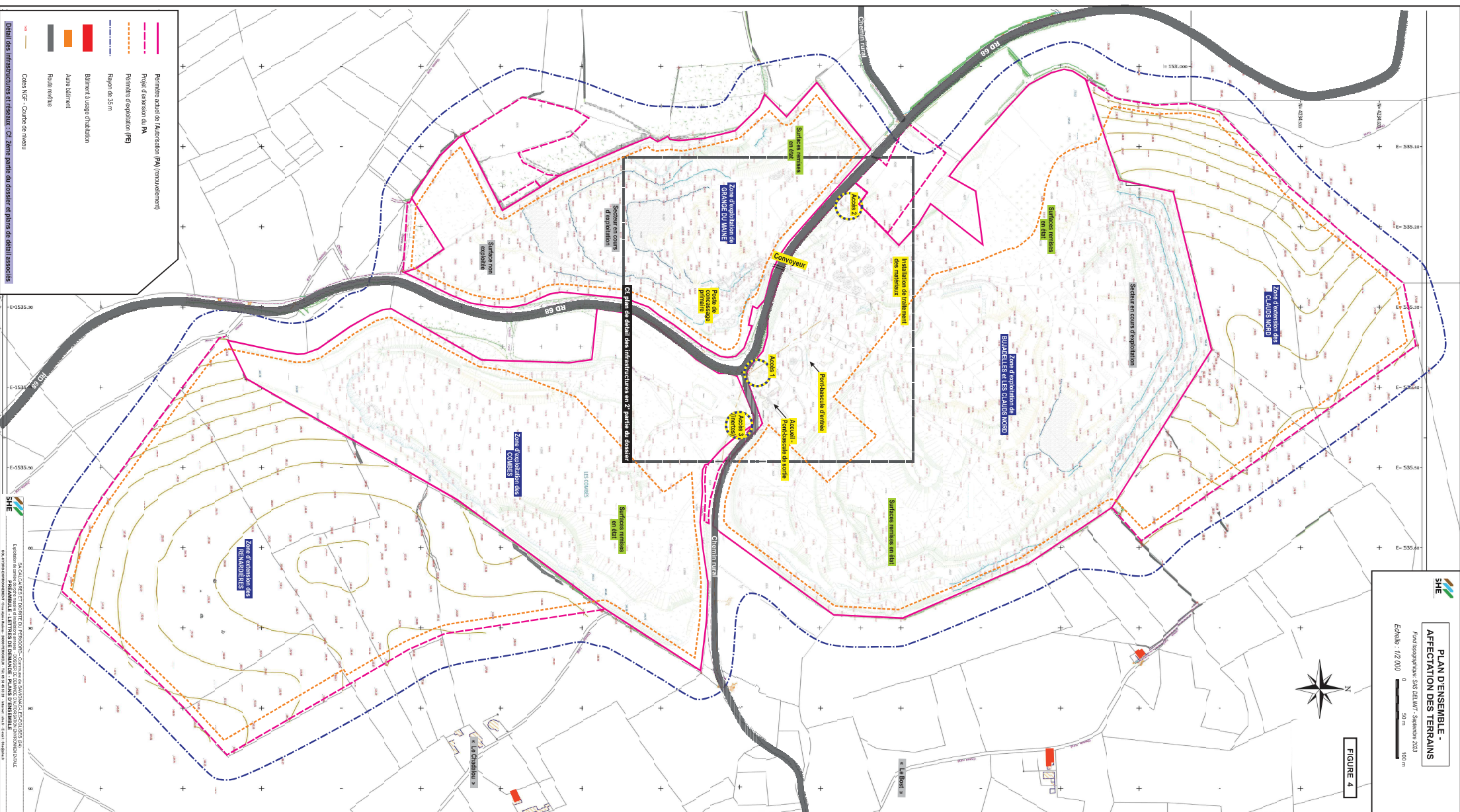
Périgueux, le : **11 0 MARS 2026**

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Bertrand DUCROS

ANNEXE 1



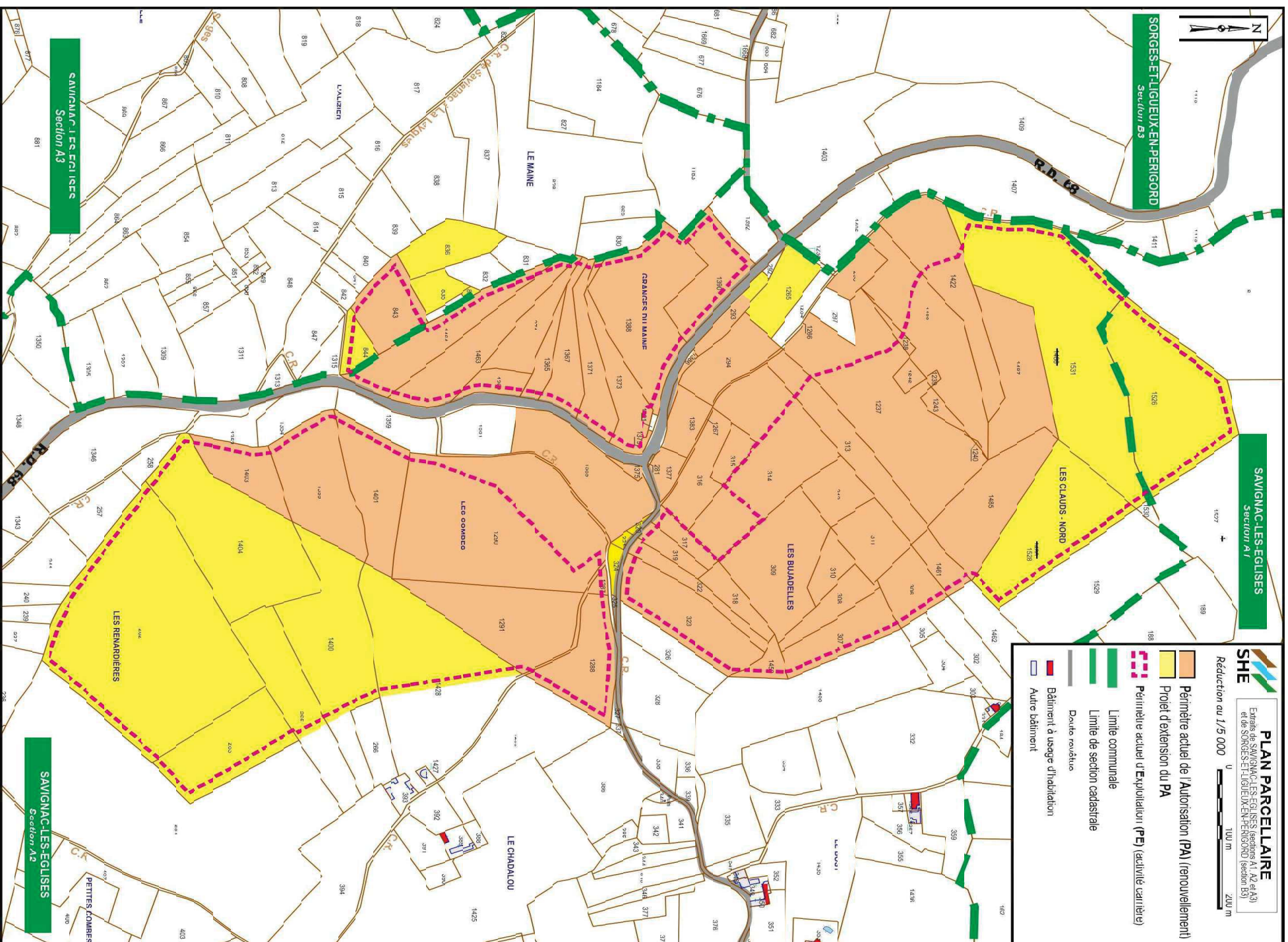


Figure 2 : Plan parcellaire – Echelle réduite au 1/5 000

ANNEXE 2



TABEAU PARCELLAIRE - Site de SAVIGNAC-LES-EGLISES

Références cadastrales				Surface concernée par le périmètre de la demande d'autorisation (m²)	Répartition		Propriétaires
LIEUDIT	SECTION	N° PARCELLES Anciens n° N° actuel	Surface totale parcelle (m2)		PERIMETRE D'EXPLOITATION (Surfaces réellement exploitées ou exploitées dans le cadre de l'ACTIVITE CARRIERE) (rubrique 2510) (surface approximative en m2)	DEFRICHEMENT (m2)	
Granges du Maine	A2	1371	7 149	7 149	6 500		SA CARRIERES DE THIVIERS
Granges du Maine	A2	1373	7 954	7 954	7 200		SA CARRIERES DE THIVIERS
Granges du Maine	A2	1379	231	231	0		SA CARRIERES DE THIVIERS
Granges du Maine	A2	1388	21 895	21 895	19 400		SA CARRIERES DE THIVIERS
Granges du Maine	A2	1390	10 626	10 626	7 600		SA CARRIERES DE THIVIERS
Granges du Maine	A2	1367	6 404	6 404	5 700		Raymond MARTIAL
Granges du Maine	A2	1365	2 827	2 827	2 600		SA CARRIERES DE THIVIERS
Granges du Maine	A2	274	6 660	6 660	6 500		Raymond MARTIAL
Granges du Maine	A2	1383	2 974	2 974	2 100		SA CARRIERES DE THIVIERS
Granges du Maine	A2	1463	12 226	12 226	11 100		SA CARRIERES DE THIVIERS
Granges du Maine	A2	1464	12 226	12 226	10 200		SA CARRIERES DE THIVIERS
Granges du Maine	A3	843	8 430	8 430	6 400		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	306	6 250	6 250	5 400		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	307	8 644	8 644	6 800		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	308	4 619	4 619	4 819		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	309	17 970	17 970	17 970		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	310	3 480	3 480	3 480		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	311	7 218	7 218	7 218		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	312	5 537	5 537	5 337		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	313	11 684	11 684	9 684		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	314	25 510	25 510	13 010		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	315	2 730	2 730			SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	316	7 230	7 230			SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	317	2 565	2 565	2 300		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	318	3 531	3 531	3 531		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	319	2 541	2 541	2 250		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	322	4 121	4 121	3 900		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	323	14 500	14 500	12 000		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	1461	3 245	3 245	2 860		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	1459	2 125	2 125	1 400		SA CARRIERES DE THIVIERS
Granges du Maine	A2	261	51	51			SA CARRIERES DE THIVIERS
Granges du Maine	A2	1377	2 388	2 388			SA CARRIERES DE THIVIERS
Granges du Maine	A2	1383	4 094	4 094			SA CARRIERES DE THIVIERS
Granges du Maine	A2	1267	864	864			SA CARRIERES DE THIVIERS
Granges du Maine	A2	CR					SA CARRIERES DE THIVIERS
Granges du Maine	A2	1366	842	842			SA CARRIERES DE THIVIERS
Granges du Maine	A2	294	8 290	8 290			SA CARRIERES DE THIVIERS
Granges du Maine	A2	2831(p)	2 821	2 821	2 000		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Claus Nord	A2	288	3 320	3 320			SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Claus Nord	A2	1237	34 562	34 562	25 600		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Claus Nord	A2	1238	887	887	500		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Claus Nord	A2	1239	261	261	261		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Claus Nord	A2	1240	70	70	70		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Claus Nord	A2	1242	1 198	1 198	1 198		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Claus Nord	A2	1243	1 296	1 296	1 296		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Claus Nord	A2	1409	21 794	21 794	17 000		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Claus Nord	A2	1410	14 574	14 574	5 100		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Claus Nord	A2	300(p)	15 345	15 345	15 250		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Claus Nord	A2	1467	14 655	14 655	14 655		SA CARRIERES DE THIVIERS
Le Chénabou	A2	1288	11 320	11 320	8 100		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Combes	A2	1291	18 666	18 666	18 666		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Combes	A2	CR Combes					Commune de SAVIGNAC
Le Chénabou	A2	1287	814	814	0		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Combes	A2	1290	49 184	49 184	34 184		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Combes	A2	1369	15 282	15 282			SA CARRIERES DE THIVIERS
Granges du Maine	A2	1375	602	602			SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Combes	A2	1399	16 240	16 240	15 200		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Combes	A2	1401	13 830	13 830	12 600		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Renardiers	A2	1403	7 805	7 805	6 700		SA CARRIERES DE THIVIERS
TOTAL ACTUEL (DEMANDE DE RENOUVELLEMENT) :				49 ha 43 a 61 ca	36 ha 45 a 49 ca		
EXTENSION							
Les Claus Nord	A2	1486	23 511	23 511	20 500	23 300	SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Claus Nord	A2	1488	47 580	47 580	44 000	45 000	SA CARRIERES DE THIVIERS
Moncouly	A1	1	29 023	29 023	25 000	29 023	SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	1265	6 679	6 679			SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	2831(p)	2 821	821			SA CARRIERES DE THIVIERS
La Maine	A3	833	252	252			SA CARRIERES DE THIVIERS
La Maine	A3	835	2 890	2 890			SA CARRIERES DE THIVIERS
La Maine	A3	836	7 100	7 100			SA CARRIERES DE THIVIERS
La Maine	A3	844	2 772	2 772	1 900	2 772	SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	320	236	236			SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	321	423	423			SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Bupladies	A2	324	860	860			SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Renardiers	A2	1428(p)	36 545	20 500	18 500	15 000	SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Renardiers	A2	1400 (p)	25 550	22 000	21 200	10 000	SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Renardiers	A2	1404	30 485	30 485	29 500	30 485	SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Renardiers	A2	263(p)	15 810	11 200	10 700		SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Renardiers	A2	263	15 697	15 697	13 200	1 500	SA CARRIERES DE THIVIERS
Les Renardiers	A2	282	65 650	65 650	60 500	62 500	SA CARRIERES DE THIVIERS
TOTAL DEMANDE D'EXTENSION :				28 ha 76 a 79 ca	24 ha 50 a 00 ca	21 ha 95 a 80 ca	
TOTAL RENOUVELLEMENT + EXTENSION :				78 ha 20 a 40 ca	60 ha 95 a 49 ca		

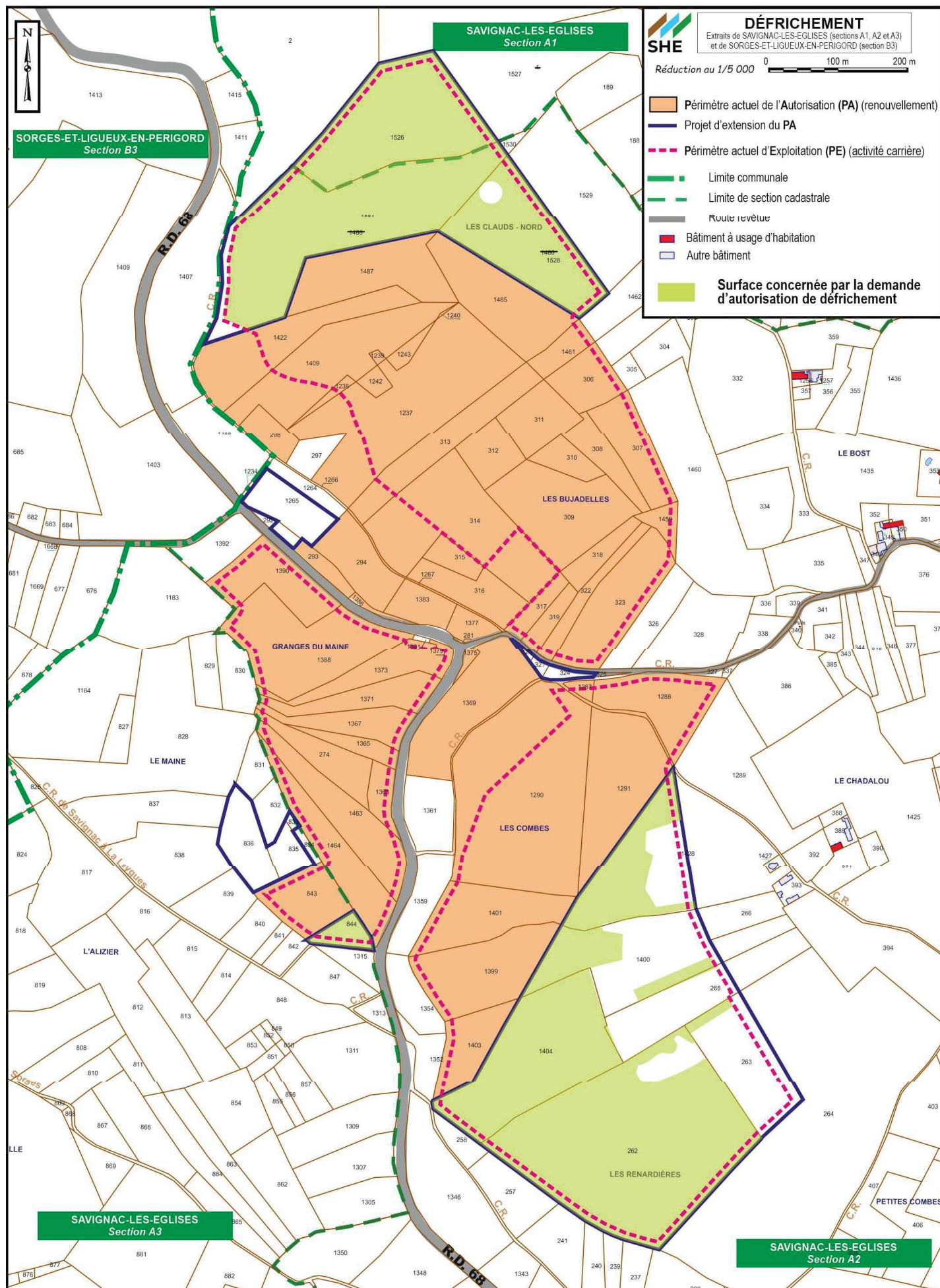


Figure 7 : Plan parcellaire des surfaces concernées par la demande d'autorisation de défrichement

ANNEXE 5

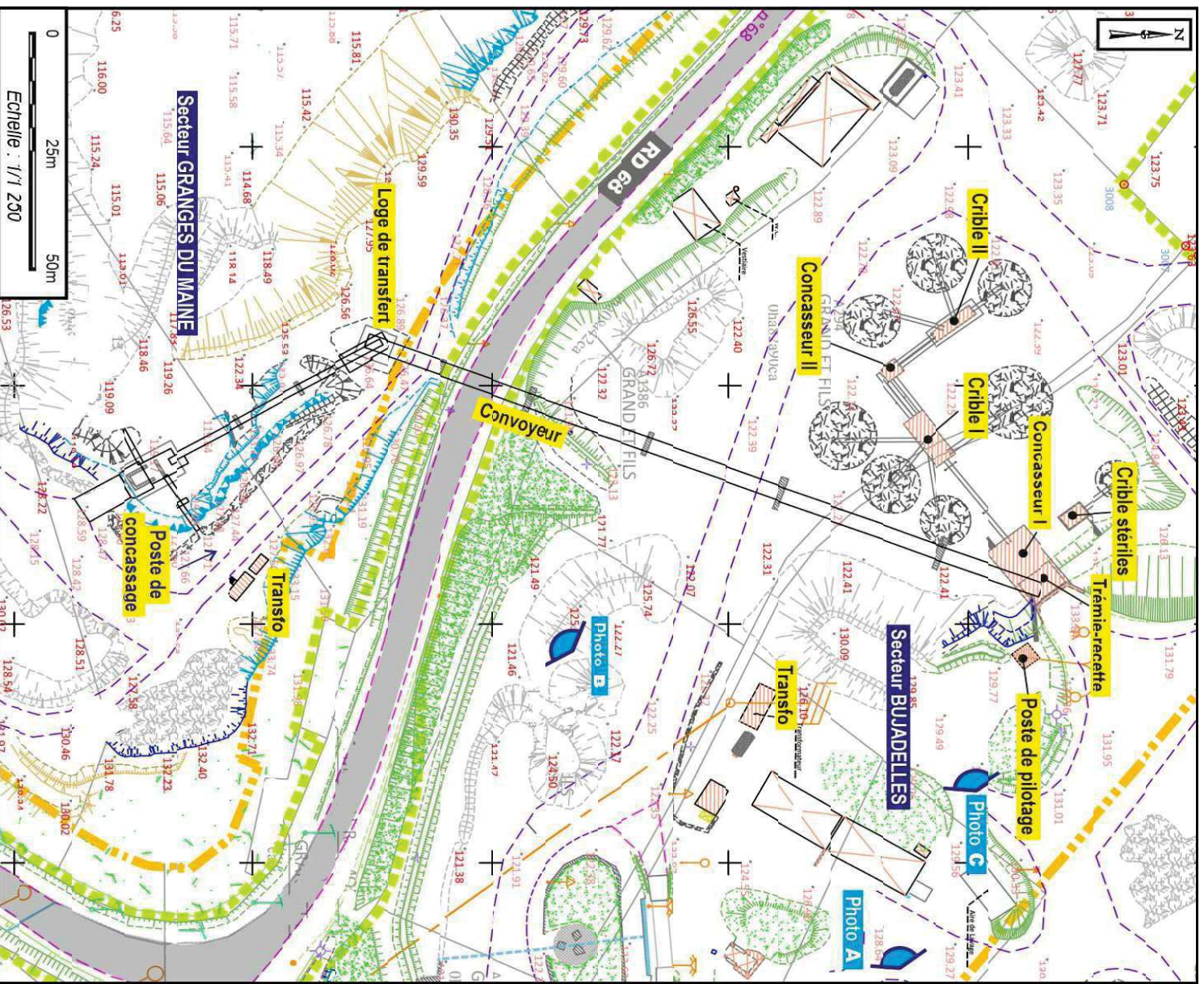
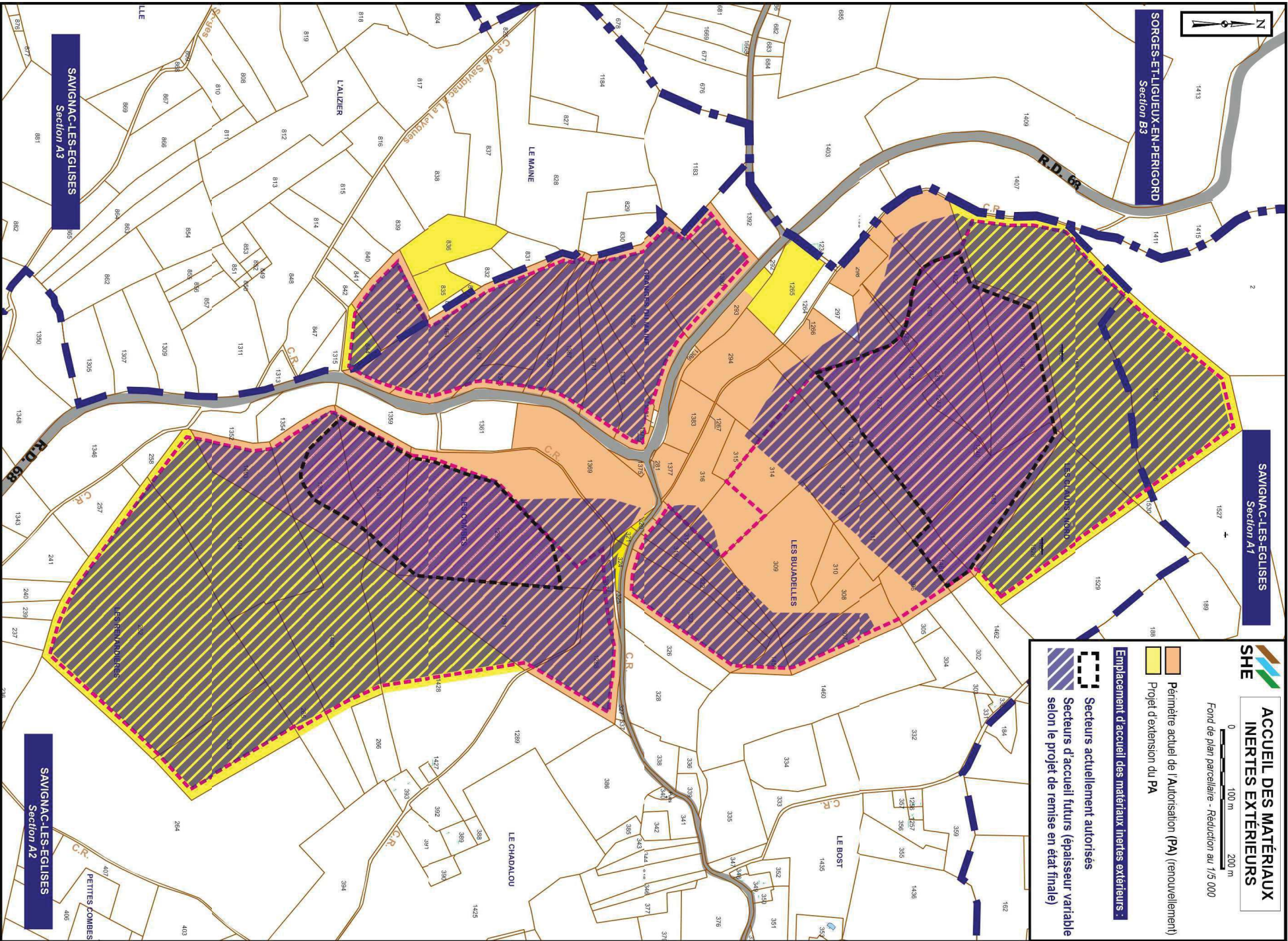


Figure 7 : Organisation des installations fixes de traitement des matériaux



ANNEXE 6

E.3. SYNTHÈSE DES POINTS DE MESURE ET DE CONTRÔLE

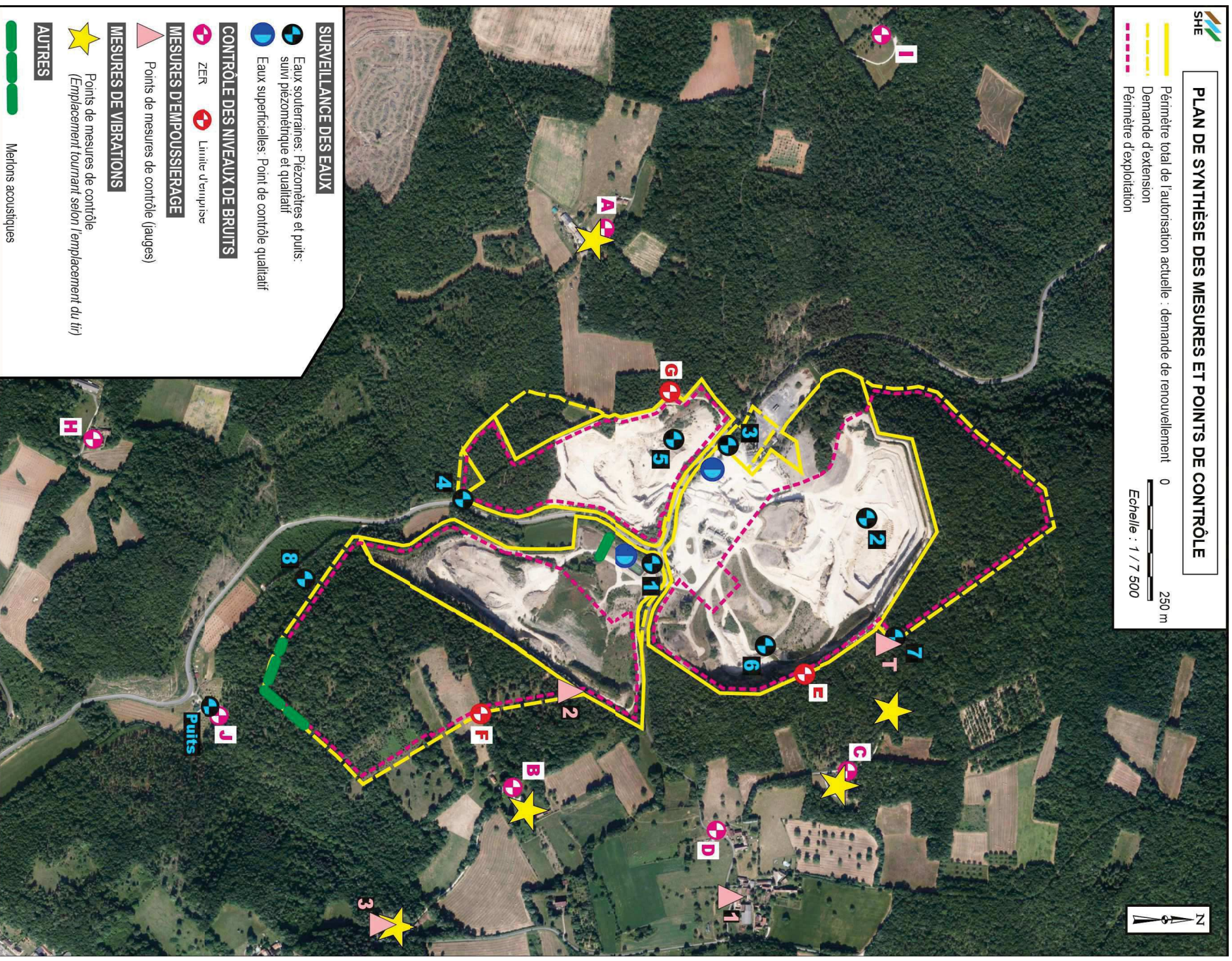


Figure 93 : Plan de synthèse des points de mesures et de contrôle



PHASAGE PRÉVISIONNEL D'EXPLOITATION:

GARANTIES FINANCIERES

Situation en fin de phase 1 (à T0 + 5ans)

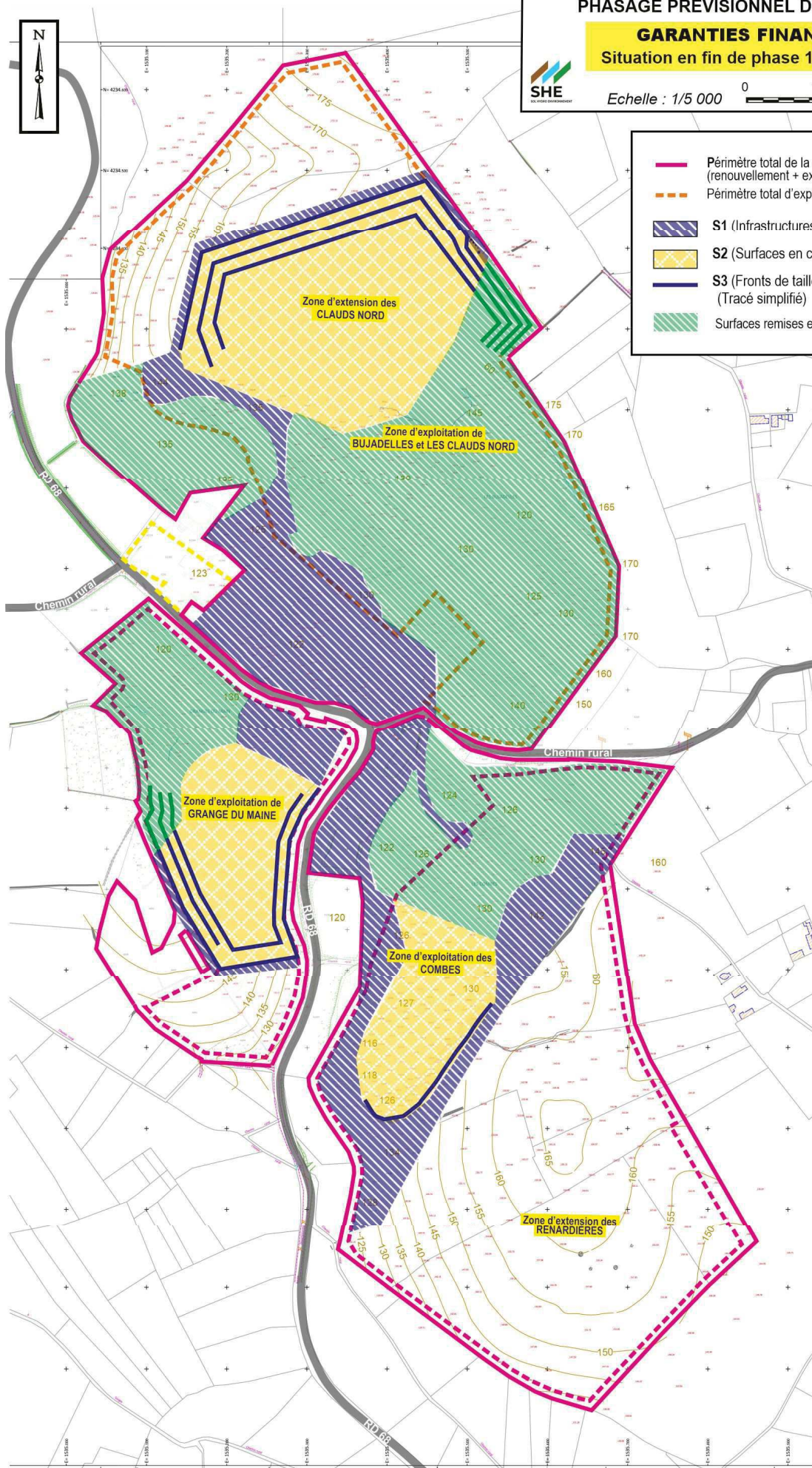


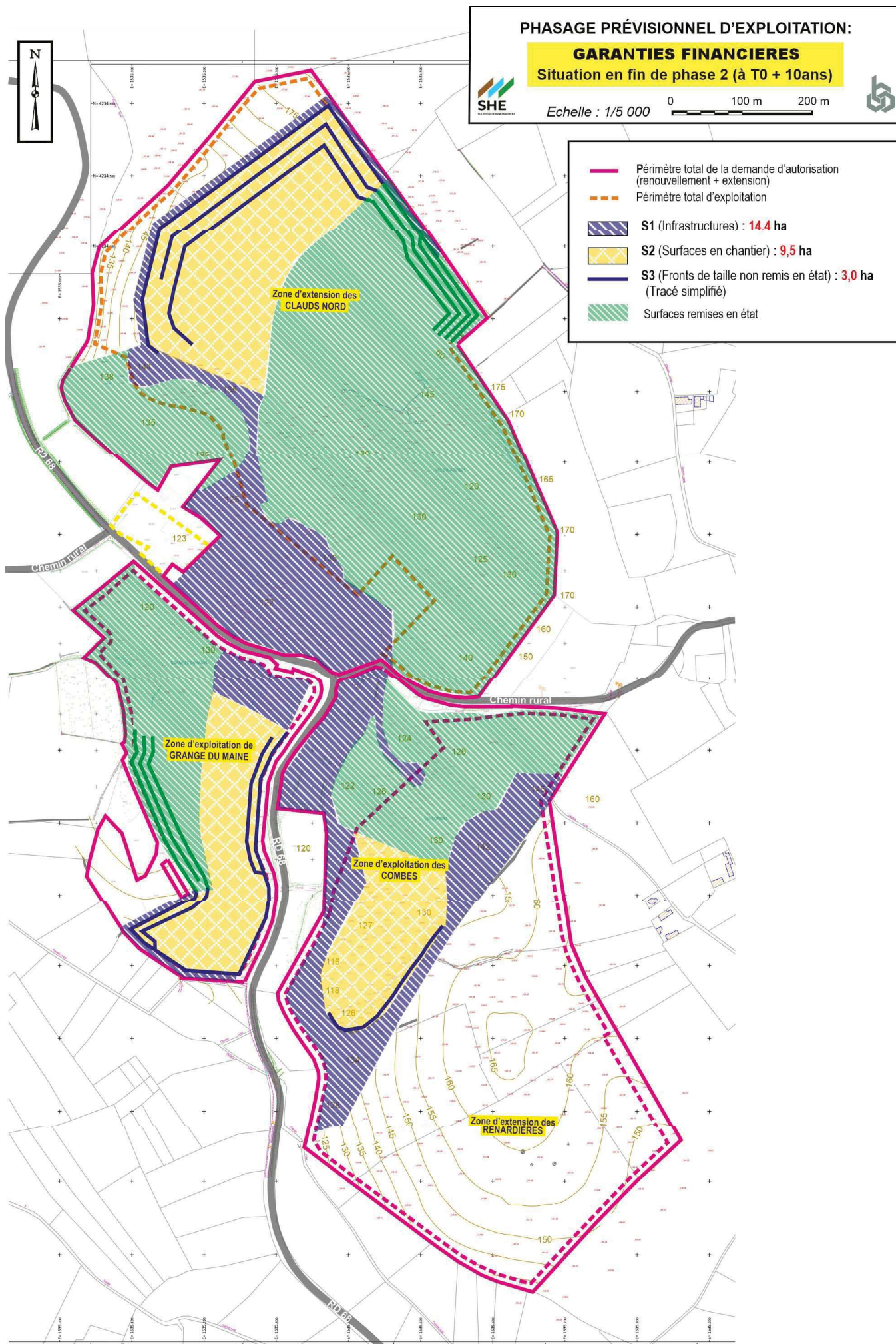
Echelle : 1/5 000

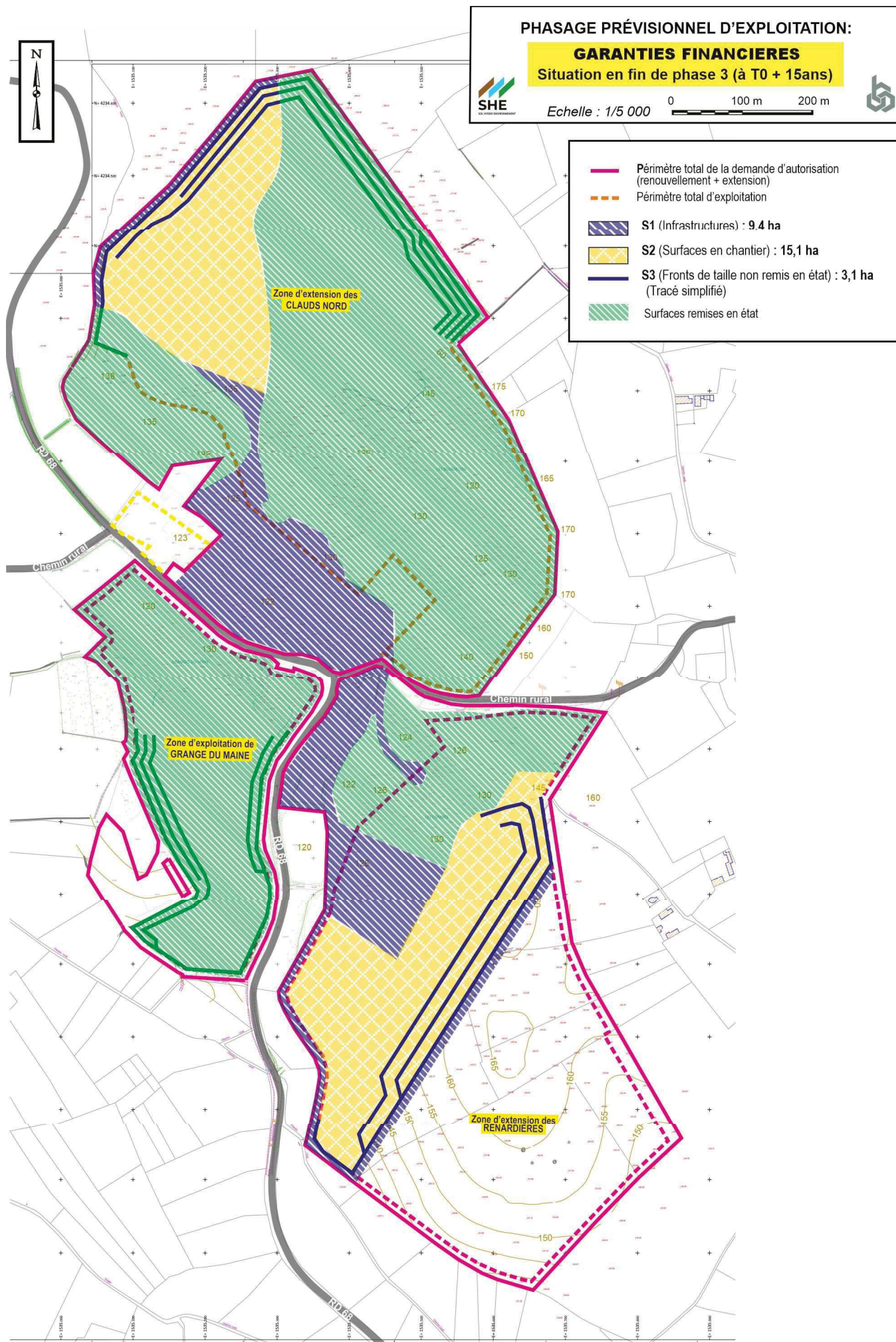
0 100 m 200 m

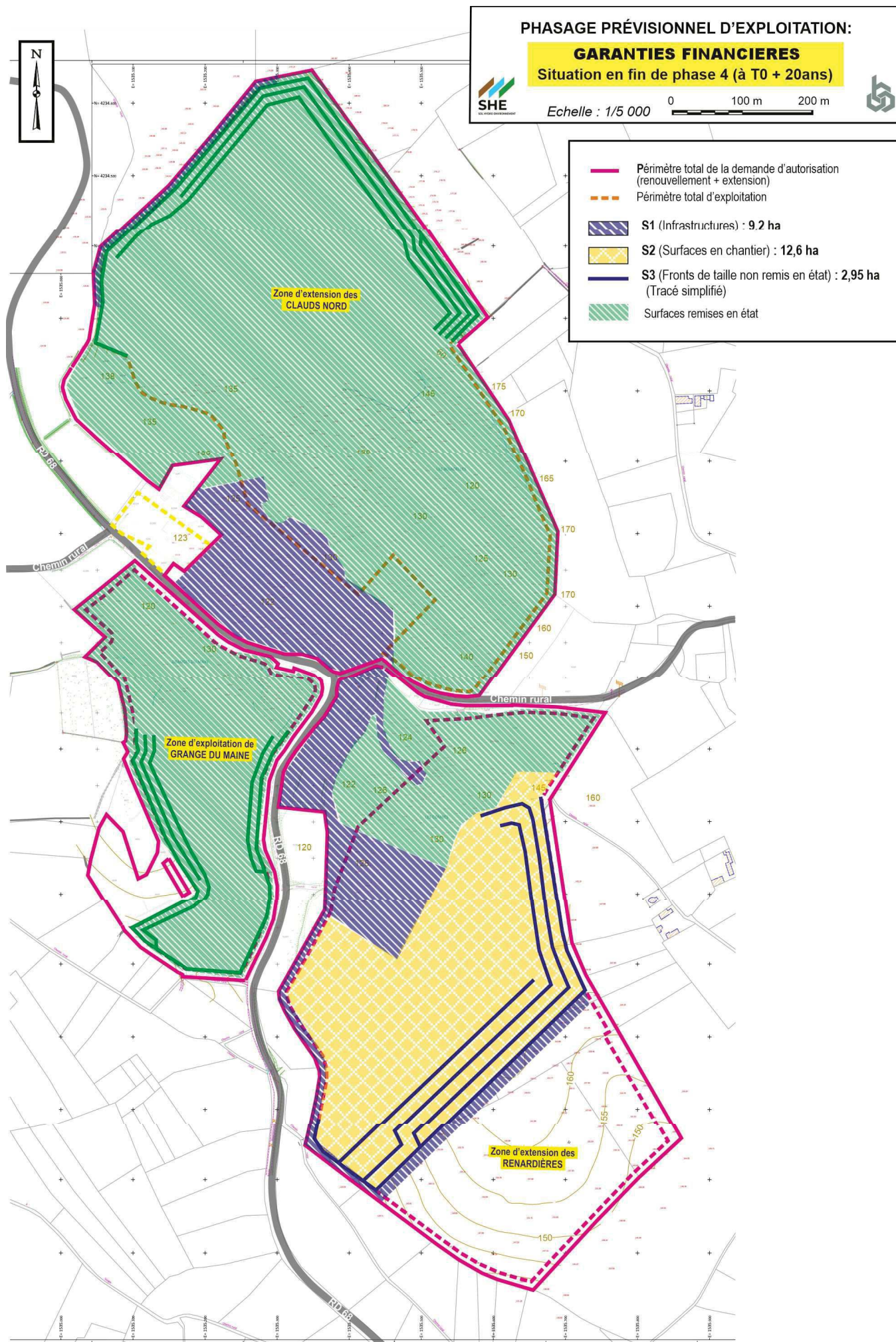


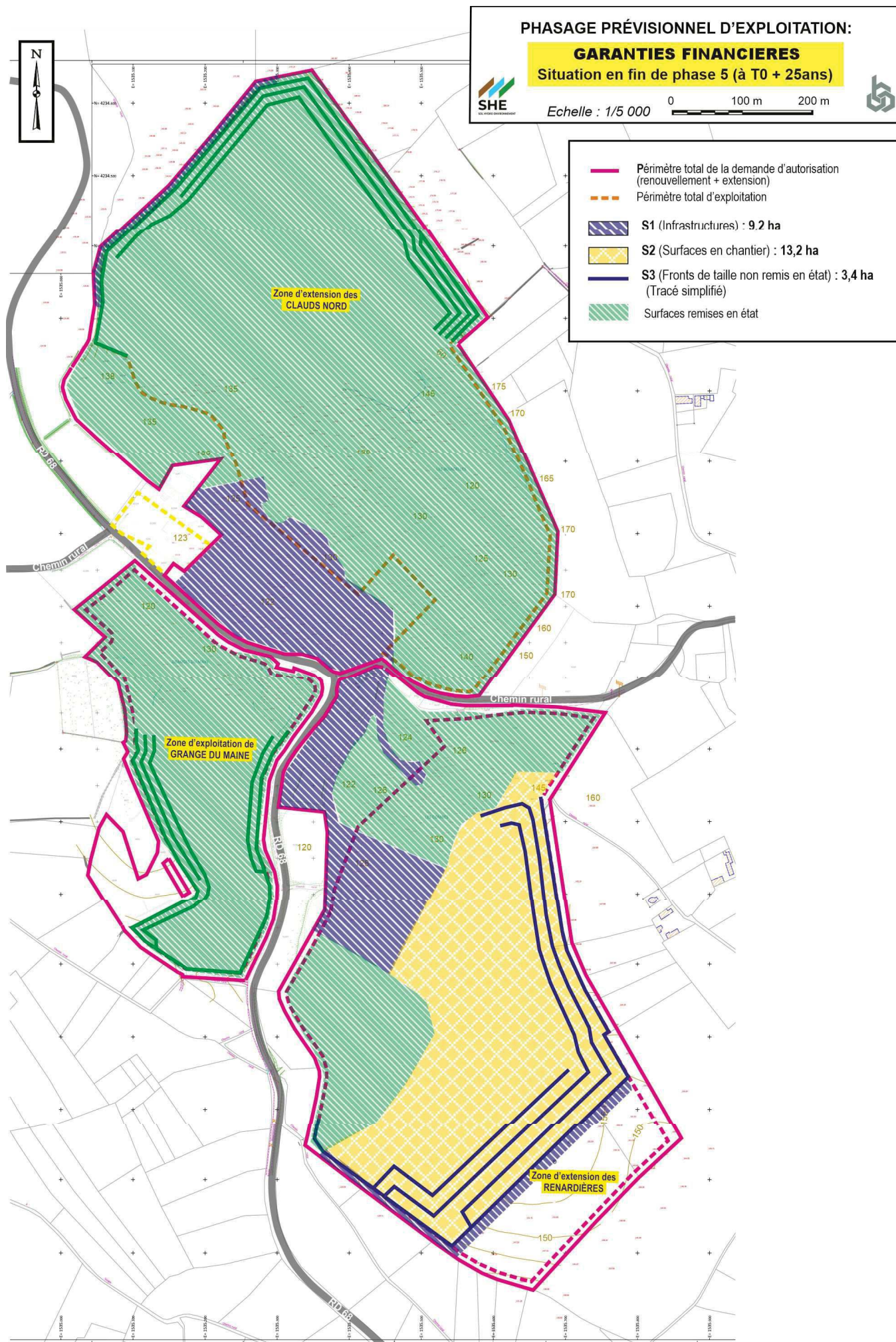
- Périmètre total de la demande d'autorisation (renouvellement + extension)
- - - Périmètre total d'exploitation
- S1 (Infrastructures) : 10,7 ha
- S2 (Surfaces en chantier) : 14,75 ha
- S3 (Fronts de taille non remis en état) : 3,75 ha (Tracé simplifié)
- Surfaces remises en état

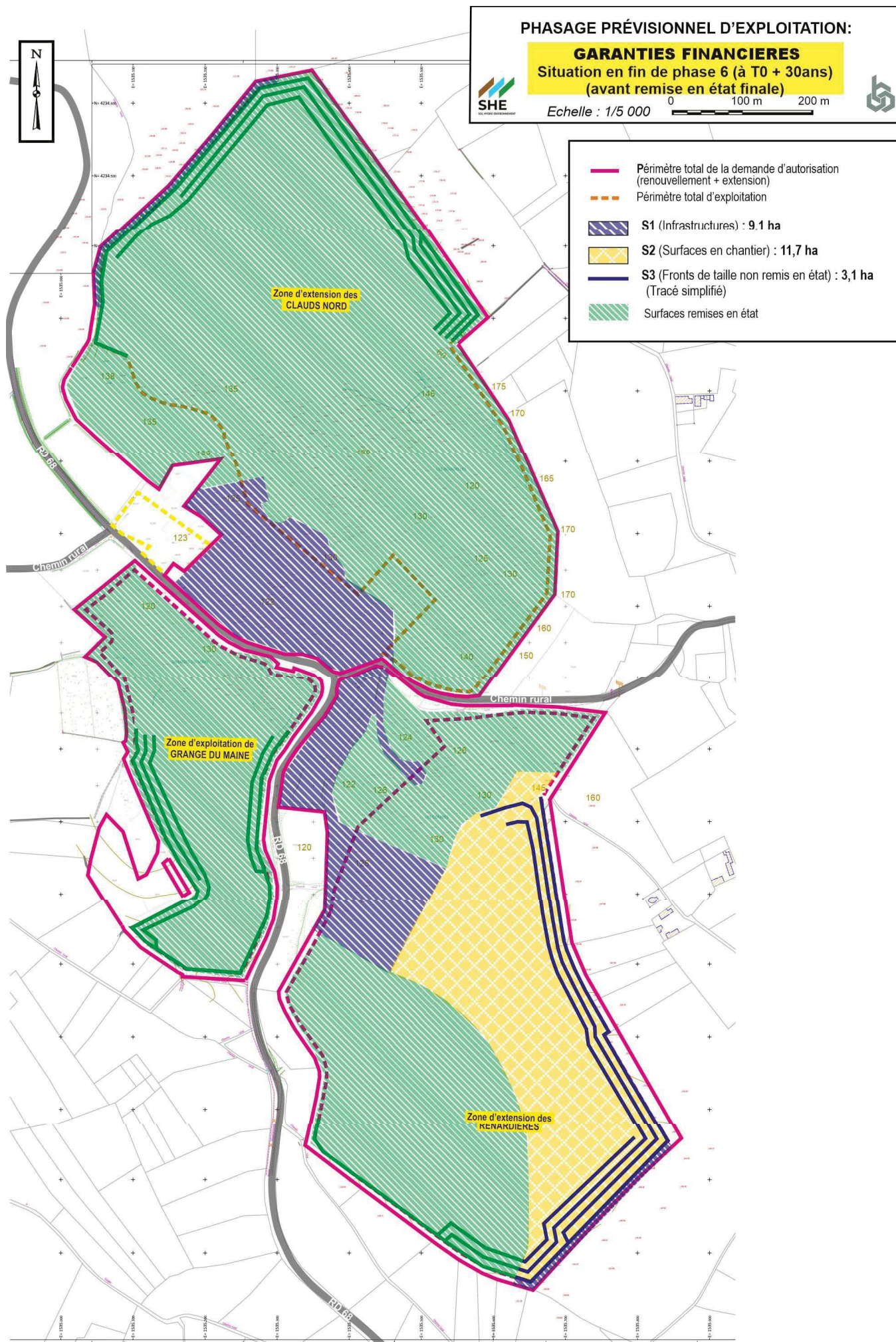












PLANS DE REMISE EN ETAT

